

Rocard parle de l'inflation

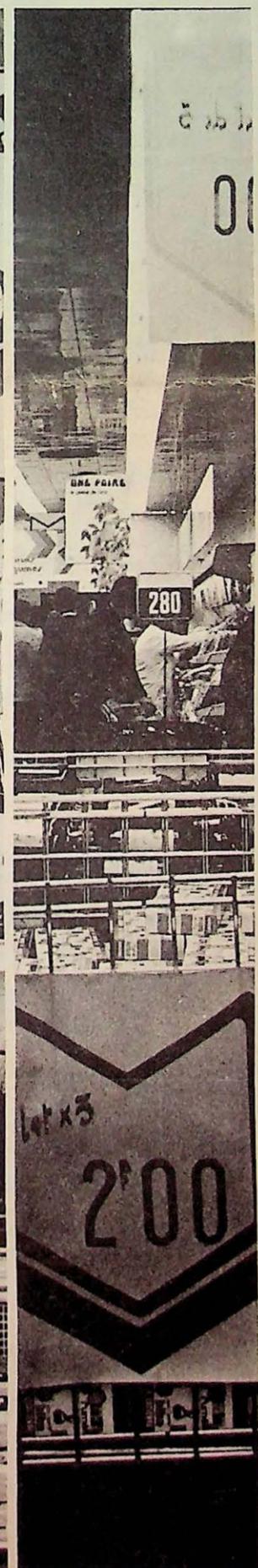
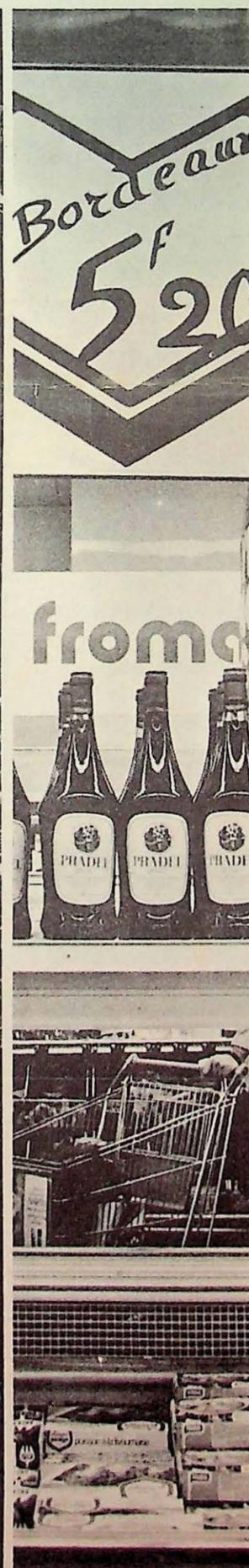


tribune

socialiste



**CONTRÔLE
POPULAIRE
SUR LES
PRODUITS
ET SUR
LES PRIX !**



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Luc
BIHL, Michel CAMOUIS, Françoise
CLAIRE, Hector COIRON, Jean-
François MERLE, Michel ROCARD.

Photos : Fotolib (1, 9), D. R. (9, 10),
Lebrun (4,5, 6), Collombert (7).

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Calendrier politique

- « 6 heures pour Lip » à Paris.
- 15 nov. à 20 h 30, 12, rue de Gre-
nelle (7) ;
- 16 nov. à 15 heures, 30, rue St-
Guillaume (7) ;
- 17 nov. à 14 heures, 166, rue Jean-
ne-d'Arc (13).
- 20 au 25 nov., Théâtre des Aman-
diers, Nanterre, 24 films inédits sur
l'Amérique latine. Tous les soirs à
20 h 30 (vendredi, 5 films sur le Chili).

TEP
direction guy rotors dernière
18 nov.
théâtre national
LA PLACE ROYALE
CORNEILLE
● A partir du 23 novembre :
ET MOI AUSSI,
JE PARLE DE LA ROSE.
17 rue malte-brun - Paris 20^e
m° gambetta - tél. 636.79.09

7 JOURS DANS T.S.



■ André Wurmser parle, ce mardi dans son billet de « l'Humanité » de tous ces gens, tous ces lecteurs anonymes ou pas qui lui ont envoyé, depuis le putsch au Chili des poèmes. « Ce ne sont pas souvent des poèmes d'anthologie », dit-il. Ce sont des gens qui « criaient de chagrin, de fraternité meurtrie, d'espoir ».

C'est vrai. Nous en avons reçu, nous aussi, à « TS », de ces cris du cœur, des tripes. Des drôles de poèmes où la gaucherie voisine avec l'académisme d'un autre âge, les vers libres avec l'alexandrin, l'image naïve avec la métaphore tarabiscotée. Qu'importe ! Des gens, des tas de gens d'âge, de degré d'instruction, de milieux socio-professionnels bien différents (cela va du médecin à l'ouvrier,

en passant par l'étudiant) ont ressenti le besoin de prendre un papier et d'y jeter les mots qu'ils avaient en trop plein sur le cœur. Avec chacun l'idée qu'il se fait de la poésie.

■ Nous avons reçu aussi d'autres poèmes, cet été ; Wurmser aussi, peut-être, mais il n'en parle pas : ce sont des poèmes sur Lip. Et, cette fois, c'est l'espoir qu'ils expriment, un immense espoir et la joie. Ils ont la même naïveté, la même maladresse. Ils sont aussi des cris du cœur.

■ Ainsi, les deux événements qui ont bouleversé les travailleurs en cet été 73 ont provoqué chez beaucoup d'entre eux ce besoin incoercible de s'exprimer. Et c'est d'abord cela, peut-être, le grand bouleversement de Mai 68 : cette redécouverte de la parole, de la libre expression qui se manifeste maintenant à chaque événement de notre vie, de notre combat. Cette « irruption de l'esprit », cette belle expression de Maurice Clavel, à cause de quoi il lui sera beaucoup pardonné.

Le président de la République est un familier des poètes et se pique de bien les connaître. Comme un rat de bibliothèque. Il n'a pas su ce mon-

sieur qui, paraît-il, nous représente, trouver un mot vrai, exprimer un signe d'émotion — que ce soit pour Lip, que ce soit pour le Chili.

Tu as raison, Wurmser : « C'est peut-être par ces poèmes, où ils croient s'exprimer si mal, que la France s'exprime le mieux. »

■ La poésie n'a guère sa place dans le panier de la ménagère, et le lyrisme ne figure pas à l'indice des prix. Se garder du double écueil : celui de l'économisme exclusif, celui du mépris hautain pour le quantitatif. La bataille se mène en même temps, sur tous les fronts.

Ce numéro est en grande partie consacré à l'action engagée, à l'initiative de la CGT, contre la vie chère. Il illustre assez bien ce qu'est la stratégie du PSU, telle qu'elle s'inscrit déjà dans une pratique, telle qu'elle sera mieux théorisée après notre Conseil National : action commune avec l'ensemble des forces de gauche et d'extrême-gauche sur des bases anticapitalistes. Et, en même temps, développement de nos propres thèmes, qui sont ceux du socialisme autogestionnaire, par la pratique notamment du contrôle ouvrier et populaire.

B.L. ■

LIP : mesurer les risques...

Une solution industrielle est possible pour Lip. La CFDT et le PSU n'ont jamais cessé de l'affirmer. Le Gouvernement, lui, l'a nié jusqu'à la semaine dernière : « Lip, c'est fini », disait Messmer, jusqu'à ce qu'il reconnaisse, devant les parlementaires du Doubs, qu'il avait peut-être parlé un peu vite... Quant aux Lip, eux, ils poursuivent avec une étonnante tranquillité leur travail de popularisation et d'explication. Avec un succès qui ne se dément pas.

EN témoignent notamment l'affluence et la participation réelle aux « 6 heures avec Lip » qui se sont déroulées mercredi soir à la Bourse du Travail de Paris. Plus de 5.000 personnes venues rencontrer la forte délégation de Lip (une dizaine) et débattre de leur lutte avec eux.

Lorsque l'on sait que, parallèlement à cette manifestation centrale, se déroulent partout, en province, en banlieue et dans pratiquement tous les arrondissements de Paris d'autres « 6 heures », qu'elles aussi connaissent d'incontestables succès, il est difficile de parler d'un relâchement de l'intérêt de l'opinion publique et d'une baisse de la solidarité militante.

La grande presse, appliquant les consignes de silence, passe tout ce bouillonnement sous la table, mais ce bouillonnement existe et continue de peser lourd dans le rapport de forces : des dizaines et des dizaines de films circulent partout, que des milliers de gens ont déjà vus — même si M. Marceau Long les ignore : ce serait pourtant un fort beau morceau de télévision, et

de qualité technique très acceptable qui plus est — des milliers de disques aussi, et les deux livres consacrés au combat des Lip, celui de la CFDT comme celui du PSU, sont d'ores et déjà des succès de librairie. Fini Lip ? Ben mon colon. Qu'est-ce que ça serait si ça durait encore !...

détermination intacte

L'agitation et la solidarité active continuent donc à se manifester à un haut niveau dans cet exceptionnel conflit social. La capacité d'action des Lip est à peine entamée par ces trente semaines de lutte.

Je dis à peine, parce qu'il est vrai que la lassitude et le découragement ont marqué quelques points ces dernières semaines : les inscriptions au chômage, notamment, ont été un peu plus nombreuses. Encore convient-il de noter que l'inscription au chômage n'implique pas l'abandon de la lutte : on peut fort bien la concevoir comme un moyen de récupérer les prestations

sociales, sans pour autant renoncer à la poursuite de l'action pour la réouverture des négociations.

Les Lip ont d'ailleurs décidé ce lundi en AG d'aller tous s'inscrire à l'Agence pour l'Emploi, dans une démarche collective. On aurait tort d'y voir un signe de fléchissement.

La vérité est que le gros des troupes reste intact, déterminé, prêt à tenir et agir encore longtemps. Aurait-ils d'ailleurs la tentation du défaitisme qu'ils n'auraient pas le temps de s'y laisser aller : la multiplication des meetings, des « 6 heures », des colloques en France et à l'étranger ne leur laisse aucun répit. Et comme le disait Piaget avec une certaine fierté, l'autre jour à la Bourse du travail « vous en connaissez beaucoup, vous, des conflits où après plus de six mois de lutte, 80% du personnel est toujours présent aux AG quotidiennes ? »

Reste enfin le sentiment chez tous les Lip — au-delà des difficultés qu'a pu rencontrer l'unité syndicale — que cette unité est nécessaire et doit être reconstruite.

Nous ne mettons pas en doute la volonté unitaire de la CGT et nous sommes persuadés que l'unité finira par triompher. Tant il est vrai qu'elle est la condition « sine qua non » d'une victoire des Lip. Tant il est vrai que cette victoire ne sera pas celle de telle ou telle organisation, mais bien celle de la classe ouvrière toute entière !

Car la victoire est possible : cette détermination des Lip, cette volonté de dépasser les divergences et de retrouver une attitude unitaire ; cette solidarité enfin qui ne cesse de s'exprimer partout en sont les meilleurs garants.

Mais il y a autre chose : la preuve est faite maintenant que détermination et solidarité ne sont pas accrochées à un mythe, comme le Gouvernement et le patronat ont longtemps essayé de le faire croire. La preuve est faite que les solutions IDI, Charbonnel, Giraud, étaient des solutions boiteuses, mal préparées, mal conçues y compris sur le terrain industriel. La preuve est faite, qu'à condition de se placer dans une perspective industrielle dynamique — ce que n'ont cessé de répéter les travailleurs de Lip, avec le concours technique de la CFDT — Lip est une très bonne affaire, une affaire industriellement rentable, une affaire « juteuse », comme on dit. Et il ne manque pas d'hommes, dans ce qu'il convient d'appeler la fraction éclairée du patronat français, qui l'ont compris...

blocage politique

Reste donc — ce qui était clair depuis longtemps — un blocage purement politique : il faut faire payer aux Lip leur audace. C'est la politique de la courte vue et du bâton où excellent généralement les princes qui nous gouvernent.

Les dernières déclarations de Messmer, après l'entrevue avec les parlementaires du Doubs, constituent à cet égard le signe que le Pouvoir commence à réaliser certaines évidences et à mieux mesurer les risques.

Car une chose serait, pour le Gouvernement, de condamner définitivement Lip en arguant du fait qu'aucune solution n'a pu être trouvée. Autre chose de justifier cette condamnation devant une opinion publique à qui la preuve aurait été donnée du contraire...

Bernard LANGLOIS ■

la vie chère

LE mouvement ouvrier a appris à connaître, le plus souvent à ses dépens, quelles sont les deux attitudes qu'adopte la bourgeoisie par rapport à la loi.

Dans la plupart des cas, elle se sert de cette légalité façonnée selon ses intérêts pour maintenir l'exploitation et la domination des travailleurs. Mais lorsqu'il arrive que la loi elle-même la gêne dans ses plans, elle n'hésite pas, suivant l'expression consacrée, à « violer sa propre légalité ».

un double objectif

Nous avons trop souvent l'habitude, lorsque cette situation se présente, de nous contenter de dénoncer cet état de fait et d'en expliquer les raisons politiques. Il y a là pourtant un lieu de contradictions du régime que les militants révolutionnaires doivent savoir exploiter.

Aussi l'initiative prise par le PSU et la CNAPF (Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales qui regroupe 800 clubs de consommateurs) est-elle particulièrement importante.

Un décret du 12 octobre 1972, applicable le 14 octobre 1973, fait obligation aux producteurs et distributeurs d'indiquer sur les étiquettes la composition de leurs produits. En utilisant ce décret, nous avons pris l'initiative de faire constater par huissier l'ensemble des infractions considérables qui sont le fait notamment de la plupart des grands trusts agro-alimentaires. TS relate cette semaine en détail les modalités de cette opération dont la signification est essentiellement politique.

Nous ne nous faisons en effet guère d'illusions sur les suites judiciaires données à cette affaire. Par contre, il est capital de faire une double démonstration : 1) déclencher une campagne populaire d'explication sur les problèmes de consommation en utilisant un moyen concret qui prouve aux consommateurs qu'on leur vend de

plus en plus n'importe quoi, à n'importe quel prix.

2) Ouvrir par ailleurs avec les associations de consommateurs qui acceptent cet objectif une campagne nationale pour le contrôle des prix et de la qualité des produits.

Ce double objectif prend une importance et une actualité particulière au moment où ce qu'on appelle « la vie chère » devient un problème à la fois économique et politique pour l'ensemble du pays : il est en effet fondamental pour ne pas tomber dans le piège de la politique gouvernementale, d'expliquer quelles sont les causes réelles de l'inflation en ne se contentant pas de juxtaposer des mécontentements qui peuvent être contradictoires.

Ces causes, elles sont expliquées tant dans l'interview de Michel Rocard, que nous publions cette semaine, que dans la déclaration du PSU qui traite de ce même thème. Quant aux conséquences de l'inflation actuelle, il faut savoir montrer qu'elles contribuent à accroître l'éventail hiérarchique des salaires, qu'elles affectent prioritairement les couches populaires et qu'elles sont liées directement à une baisse continue de la qualité de la consommation.

un pas important

C'est dans cet esprit que nous avons participé aux réunions organisées à l'initiative de la CGT pour mettre au point une campagne nationale d'envergure des organisations politiques et syndicales sur ce thème.

Disons clairement que ni le PSU, ni la CFDT n'étaient prêts à accepter l'une de ces plates-formes « fourre-tout », que la gauche a malheureusement l'habitude de cautionner. Aussi la discussion fut-elle âpre. Mais le résultat confirme largement qu'il était effectivement nécessaire de discuter au fond des objectifs de lutte et des propositions sans se cantonner à une simple dénonciation vague de la politique gouvernementale. Sur l'emploi, sur les bas

salaires, sur le contrôle des profits, sur le rôle des firmes multinationales, les organisations politiques et syndicales ont élaboré une plate-forme qui est effectivement anticapitaliste. La plupart des observateurs économiques ne s'y sont pas trompés puisqu'ils ont souligné qu'à cette occasion la gauche toute entière avait franchi un pas important avec une rigueur qu'on ne lui connaissait guère.

l'ensemble des travailleurs

Certes, sur ce point comme sur d'autres, certains ne manqueront pas de revenir en arrière. Mais ce qui est essentiel à nos yeux c'est la preuve qu'une nouvelle fois le mouvement ouvrier ne peut avancer dans son combat que si deux conditions sont à chaque fois réunies :

— que les forces du courant autogestionnaire soient suffisamment capables d'initiatives autonomes pour poser des problèmes et entamer des actions qu'elles sont seules à pouvoir mener à leur terme ;

— que ces forces soient présentes dans le processus unitaire pour peser en son sein sur les orientations de l'ensemble du mouvement ouvrier.

C'est dans la même perspective que nous avons entamé avec le Parti Communiste un débat approfondi sur les objectifs anticapitalistes nécessaires dans la période actuelle. Ce débat, que nous menons bien sûr également avec la CFDT, nous sommes prêts à l'avoir avec d'autres organisations syndicales et politiques.

C'est de cette façon concrète et convaincante que la lutte contre les orientations réformistes au sein du mouvement ouvrier peut être menée. Loin des anathèmes et des sectarismes qui nous isolent, mais au contraire en menant fermement un débat qui concerne l'ensemble des travailleurs.

Qu'importe alors si nous ne discutons plus à l'infini de ce que doit être un Parti Révolutionnaire. Car la politique révolutionnaire c'est aujourd'hui qu'il faut la faire. Et c'est celle-là que nous nous efforçons de conduire à la victoire.

Gérard FERAN.

LIBAIR

VACANCES
VOYAGES
LOISIRS
17 rue de Turbigo
PARIS 75002
Tél. 231.97.94
Ag. voyage LIC. A. 669
R.C. Paris 73 B 188

WEEK-END

SPECIAL
COMITÉS D'ENTREPRISES

SKI

Dans les ALPES moins de 200 Frs
Au MONT DORE

Une semaine à SAMOENS.....505 Frs

ETRANGER

NEW - YORK ou PRAGUE
999 Frs 555 Frs
(LONDRES - HOLLANDE - TUNISIE...)

FRANCE

ALSACE - BOURGOGNE - VALLEE du RHONE -
LA MER...
de 52 à 255 Frs

et tous voyages « sur mesure » adaptés à vos projets

Nous désirons recevoir :

votre documentation

votre visite

Comité d'Entreprise..... Nom du responsable.....

Adresse..... Téléphone.....

428

abonnements

nouveaux

depuis le début de la campagne !

on continue !

un nom :

une adresse :

et un chèque de 40 F
(pour un an, c'est donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

coca
ricard
olida
danone
forza

...



en correctionnelle ?

- des milliers de plaintes dans toute la France

Samedi dernier dans les supermarchés. Un samedi comme les autres et même plutôt mieux que les autres : par la grâce conjuguée de Royer et de Giscard, tout est super ce samedi-là pour la célébration du ravitaillement. Super, la foule des affamés. Super cette soif et cette fringale des temps de crise. Et super, bien sûr, le profit. Mais, ce samedi-là, de curieux clients se sont introduits dans les plus beaux temples de la consommation dirigée, dans toute la France : accompagnés à chaque fois d'un huissier (brrr !) des militants des A.P.F. et du P.S.U. ont fait leurs emplettes. Pourquoi avec un huissier ?

UNE petite histoire d'abord, un rappel banal, hélas : Madame Dupont a oublié, à la sortie d'un super-marché, de déclarer un paquet de deux tranches de jambon et une tablette de chocolat. Madame Dupont a commis un vol, elle sera poursuivie devant le tribunal correctionnel entre un proxénète, un député U.D.R. et un officier de police, et sera condamnée à une peine d'amende, quand ce n'est pas à une peine de prison avec sursis. Et si l'on est dans une petite ville de province, tous ses voisins, ses camarades de travail, ceux de ses enfants, seront au courant. Et un jour, un enfant se suicidera...

Mais les grandes sociétés qui fabriquent par milliers des produits que nous mangeons, les super ou hypermarchés qui nous les vendent à grand renfort de publicité, primes, discounts plus ou moins illégaux, peuvent, eux, violer la loi en toute impunité : ils ne seront pas poursuivis. Si les consommateurs, lassés d'être toujours bernés volés, empoisonnés, manifestent, ils leur sera reproché de « violer la légalité républicaine... » et ils seront poursuivis à leur tour devant les tribunaux.

La légalité républicaine, le respect de la loi, l'adoration du droit sacrosaint (Oh ! les affreux Lip qui ont osé porter une main sacrilège sur le veau d'or de la propriété privée !), ces messieurs en ont plein la bouche, le régime repose dessus et Marcellin est prêt à donner sa dernière matraque pour le défendre.

Alors, qu'attend-on pour poursuivre en correctionnelle les dirigeants de Coca-Cola, Martini, Ricard, Forza, Oлива, Gervais et autres Danone ? Qu'attendent les officiers de police pour relever à travers les Carrefour, Mammouth et autres Prisunic les milliers de délits commis chaque jour dans ces lieux ? Qu'attendent les parquets et les tribunaux pour poursuivre et condamner ces violations sans cesse faites à la légalité républicaine ?

de quoi faire fuire l'acheteur

Le consommateur est un mineur, agressé de toutes parts, violé par la publicité, intoxiqué par les produits chimiques, empoisonné par ce qu'il mange. L'importance de certains scandales, la vague de mécontentement qui s'esquissait, ont conduit le gouvernement et le Parlement à prendre certaines mesures pour le protéger : la loi de 1963 sur la publicité mensongère, la loi de 1972 sur le démarchage à domicile, celle sur les primes, le décret du 12 octobre 1972 sur l'étiquetage des produits.

Voilà qui est parfait et qui fait plaisir à tout le monde. Et une auréole de plus à M. Giscard d'Estaing, protecteur des consommateurs. Car ce sont là de bonnes mesures, insuffisantes mais bonnes. Ainsi, le décret du 12 octobre 1972 oblige les produc-

teurs ou distributeurs, pour toutes les denrées alimentaires préemballées à indiquer, clairement, sur les étiquettes, la composition de leurs produits, leur origine, le poids et le volume, et pour les produits frais et de semi-conserves, leur date de péremption. Ainsi, on allait enfin savoir ce que l'on buvait et ce que l'on mangeait. La ménagère allait enfin découvrir quels acides et quels colorants chimiques elle faisait boire à ses enfants sous le nom de sirops ou boissons désaltérantes, ce que signifiaient les mystérieux symboles qui ornent certaines conserves (le BTH - BZH des sacs de pommes de terre n'a rien à voir avec une quelconque provenance bretonne, mais indique, on ne peut plus clairement, la présence de batullyxo je ne sais quoi).

Evidemment, les producteurs ont fait la grimace : il est plus facile de vendre une délicieuse boisson rafraîchissante aux fruits, ou un merveilleux dessert sain et naturel, que d'indiquer sur l'étiquette ce que contient réellement ledit produit : de quoi faire fuir l'acheteur !

Bon prince, le gouvernement a donc accordé à ces sociétés un délai d'un an pour respecter la loi. Mais depuis le 14 octobre 1973, celle-ci s'applique à travers toute la France. Et toute société qui ne respecte pas strictement le décret du 12 octobre 1972 viole la légalité républicaine et commet un délit passible du tribunal correctionnel.

Nous avons vu Mme Dupont sur le banc des prévenus pour ses deux tranches de jambon et sa tablette de chocolat. Mais où était la société qui avait vendu le jambon sans porter les mentions légales sur l'étiquette, où était le fabricant du chocolat qui préférait ne pas indiquer ce que contenait celui-ci ? Aux assises de l'U.D.R. ? Devant leur poste de T.V. à maudire ces sales gauchistes qui osent ne pas respecter la loi et le droit de propriété ?

Alors, un mouvement de consommateurs, la CNAFF et un parti politique, le PSU ont décidé de pallier la carence des Pouvoirs publics et de

se substituer à Taittinger défaillant. Votre police est trop occupée à surveiller les Lip pour faire respecter votre loi ? Soit, nous allons vous aider et faire votre travail : les consommateurs vont contrôler eux-mêmes l'application du décret du 12 octobre 1972 puisque, après tout, ce texte a été fait pour les protéger.

un droit scandaleux

Le samedi 10 novembre 1973 (nous avons encore laissé un mois aux sociétés pour se mettre en règle), à travers toute la France, des militants des A.P.F. et du P.S.U. ont fait leur marché en compagnie d'un huissier. Le résultat est extraordinaire : ce sont

« pour servir et valoir ce que de droit »

des milliers d'infractions qui ont été relevées. De quoi remplir les tribunaux correctionnels pendant de nombreuses audiences. Et du beau monde : Coca-Cola, Cusenier, Gini, Martini, Ricard, Dubonnet, Saint-Raphaël entre autres, Danone, Gervais, France Farine, Daucy, Flodor, Vido, Forza, Olida, Fleury et Michon, Barbier-Dauphin, nous en oublions et non des moindres, j'espère qu'ils ne nous en voudront pas !

Maintenant, nous tenons le pari : nous avons porté des milliers de plaintes entre les mains des procureurs de la République. Qu'allez-vous faire, Messieurs les gardiens de l'ordre et de la légalité républicaine ? Jeter nos plaintes au panier ? Bon, mais alors ne nous reprochez pas ensuite de ne pas trop respecter votre loi que vous violez vous-mêmes allègrement ! Poursuivre les délinquants ? Chiche ? Cela risque d'être curieux et il y aura de la rogne et de la grogne dans les rangs de la majorité.

Hélas, nous n'y croyons guère. Ces délits sont classés dans les infractions « économiques » qui jouissent d'un régime incroyable, celui de la transaction. En deux mots, la chose est simple : lorsque Mme Dupont « vole » ses 2 tranches de jambon (préjudice social nul ou quasi, préjudice pour le vendeur nul car il répercute la perte dans le prix de ses produits et bénéficie en outre d'un abattement fiscal) elle est traitée en correctionnelle.

Quand la société X, Y ou Z commet un fait également grave aux yeux de la loi (mais beaucoup plus en réalité car il va causer un préjudice à un, cinq ou dix millions de consommateurs), il lui suffira de signer un chèque à l'ordre du ministère des Finances et le tour sera joué. Si vous ou moi en faisons autant, ce serait de la corruption. Là, c'est l'exercice d'un droit. Michel Rocard, lorsqu'il était député, avait demandé l'abrogation de ce droit scandaleux. Nul n'en a plus reparlé depuis lors.

Alors, que conclure ? Que la loi n'est pas la même pour tous ? Nous le savions déjà. Que la justice est une justice de classe ? Nul n'en doute.

Mais l'important, dans cette opération « étiquettes » c'est que les consommateurs eux-mêmes ont ainsi pris en main le contrôle de la loi qui est censée les défendre. Cette action est une mise en demeure qu'ils adressent aux Pouvoirs publics : faites respecter votre loi, sinon face à votre légalité républicaine dévaluée et bafouée par vous-mêmes, nous serons obligés d'utiliser d'autres moyens !

Luc BIHL ■

les propositions du PSU

RIEN ne paraît capable de stopper la hausse des prix, sauf à la masquer. Le pouvoir invoque la conjoncture, l'effet conjugué de la crise monétaire internationale et de l'augmentation du prix des matières premières. La crise du Moyen-Orient est venue justifier à point nommé l'augmentation de l'essence avant même que le problème de l'approvisionnement ait été posé. D'autres faits prouvaient l'incapacité du pouvoir à contrôler la situation : il limite aujourd'hui les marges bénéficiaires des petits commerçants dont la loi Royer prétendait hier assurer l'avenir ; certains produits tel la viande volent leur prix baisser à la production et augmenter à la consommation ; le crédit est freiné au moment où la vente à crédit se développe (immobilier, automobile, etc.).

une politique de classe

Mais il ne s'agit ni d'incapacité, ni de pression conjoncturelle. Les lignes de force d'une politique économique apparaissent plus clairement, celle d'un capitalisme qui tente de résoudre ses contradictions par un renforcement de l'exploitation des travailleurs. C'est une politique de classe que mènent ensemble Giscard et Pompidou :

1. Tous les Français ne sont pas également frappés par la hausse des prix. Les sources officielles montrent que déjà, en 1972, les ménages gagnant moins de 1 500 F par mois subissaient 9,5 % de hausse des prix et les autres 4,5 %. Cet écart n'a fait que s'accroître : l'inflation appauvrit les pauvres et enrichit les riches ; il y a des dépenses incompressibles parce que vitales, et ce sont elles qui augmentent le plus. Il ne suffit donc pas d'un simple réajustement global des salaires, qui entérinerait les écarts.

2. La hausse des prix n'est qu'une des manifestations de la détérioration profonde de la consommation : la stabilisation relative de certains prix va de pair avec l'amointrissement de la qualité et parfois même de la quantité (en fonction de certains types de conditionnement modernes). La valeur d'usage des produits se détériore sans cesse, tandis que certaines dépenses (celles du transport personnel notamment) ne cessent de s'accroître. Le jeu du marché, sous le contrôle des grandes firmes capitalistes, fait vendre les produits de consommation courants plus cher dans les zones excentriques où sont parqués les travailleurs, que dans les centres urbains où la bourgeoisie a su créer une concurrence en sa faveur. Le système de distribution, conforté par la loi Royer, accentue les inégalités créées par l'habitat moderne.

3. La spéculation est entretenue à tous les niveaux : l'augmentation des charges locatives (encore accrue par les récentes hausses du fuel domesti-

que, des tarifs publics, etc.), frappe durement ceux qui sont déjà la proie des promoteurs et margoullins de toute espèce, qui sacrifient tout à la recherche de leur profit maximum. Ce ne sont pas seulement les ouvriers, mais aussi les employés et même certains fonctionnaires ou cadres qui subissent de plein fouet les conséquences de l'économie de profit. L'inflation apparaît bien alors non comme une difficulté technique, mais comme un choix politique qui facilite la spéculation à court terme et accentue l'oppression du salarié.

4. La politique des revenus, tarte à la crème des années 60, refléurit dans la bouche de ceux qui nous gouvernent. Il s'agit là d'une double escroquerie. D'une part, elle est identifiée à un blocage des prix et des salaires : il s'agit ainsi de tout figer au moment où l'expansion se poursuit ; c'est un encouragement au profit des entreprises, dans la mesure où le contrôle ne s'exercera pas aussi fortement sur la production (comment contrôler par exemple les firmes multinationales ?) que sur la consommation ; c'est un simple mécanisme de relance capitaliste. On peut penser aussi que la menace du blocage des salaires peut servir d'arme dissuasive : on fait ainsi accepter d'autres mesures qui apparaissent comme un moindre mal (fiscalité renforcée, restriction de certains produits pour justifier l'augmentation de leur prix, limitation des hausses de salaires nouvelles, atteintes à la sécurité sociale...).

carcan économique

D'autre part, cette soi-disant politique des revenus élimine les questions de structure économique : or la privatisation qui s'accroît (démantèlement de l'ORTF, des PTT, de l'Éducation Nationale, de l'Hospitalisation publique, etc.) coûte cher. Elle coûte même très cher aux travailleurs dont les revenus sont les plus bas. En créant la concurrence, on multiplie les infrastructures ou les structures parasitaires et l'on fait payer le renforcement des profits non par l'amélioration des services, mais par l'exploitation des salariés. En portant atteinte aux services publics, le pouvoir accomplit sa mission : soumettre les travailleurs aux intérêts de la bourgeoisie dominante.

Enfin comment, sous ce régime, une politique des revenus pourrait-elle être équitable quand on voit le pouvoir incapable de conduire une politique de l'emploi qui assure un minimum de garanties aux travailleurs : l'exemple de Lip montre assez ce qu'il faut attendre de ce gouvernement.

Dans cette situation, il est normal que le mécontentement s'étende très largement. Mais il ne suffit pas de rassembler les mécontents : on en reste alors à une course de vitesse entre les pro-

messes des uns et les aumônes des autres. Ce n'est pas sur cette base que peut se développer un mouvement populaire capable d'imposer une autre politique, un autre régime. Aujourd'hui, il faut mener un combat sur les bases les plus larges :

— contre la spéculation sous toutes ses formes ;

— pour limiter les dépenses improductives, telles que celles de l'armée (les crédits de la force de frappe en particulier) et de la police répressive ;

— pour briser le carcan économique que cherche à édifier Pompidou en Europe, pour couvrir un marché aux firmes multinationales dans les conditions les plus avantageuses pour les capitalistes français.

un autre pouvoir

Le P.S.U. est prêt à mener ce combat avec l'ensemble des forces populaires qui s'opposent au régime. Il appuiera le plus efficacement possible les luttes syndicales pour, à la fois, garantir le pouvoir d'achat des travailleurs — ainsi que des personnes âgées — et réduire l'éventail hiérarchique des salaires que l'inflation ne cesse d'étendre davantage. Il mènera et il appuiera toutes les luttes :

— pour assurer la garantie du revenu et de l'emploi ;

— pour faire ouvrir les livres de compte, faire connaître les profits réels des entreprises et la nature de leurs investissements ;

— pour l'établissement des tarifs publics et le développement d'équipements publics qui correspondent aux intérêts des travailleurs ;

— pour le contrôle des prix et de la qualité des produits par les consommateurs, dans les entreprises et les quartiers ;

— pour assurer l'unité d'action entre les travailleurs des villes et ceux des campagnes.

Pour lutter contre la hausse des prix et préciser les revendications salariales, il est nécessaire d'établir des indices réels du coût de la vie non sous la forme d'un indice dit moyen qui masque les nombreuses inégalités sociales ou régionales, mais sous la forme de plusieurs indices significatifs (liés à des budgets réels établis sous le contrôle des travailleurs et des consommateurs) qui seront autant d'armes pour lutter contre les pressions de l'État et du patronat sur les salaires.

Les travailleurs ne sont pas responsables de l'inflation ; ils n'ont pas à se substituer au gouvernement pour résoudre les difficultés du régime. Il leur revient par contre de mener, avec l'unité et la détermination nécessaires, les luttes capables d'imposer une autre politique, un autre pouvoir.

Bureau National du PSU ■

lice à Orléans, à la requête de l'Association Populaire Familiale :

EXTRAITS d'un constat effectué le 10 novembre par M^e André Robbes, huissier de Justice : « Me suis rendu ce jour, à dix heures quinze du matin, accompagné de Madame Hélène G., membre de l'Association exposante, au Magasin SUMA, situé à la Pointe Saint-Loup, commune de Saint-Jean-de-Braye (Loiret) où là étant, j'ai constaté ce qui suit :

Madame G. se rend acquéreur de divers produits qu'elle choisit dans les stands d'exploitation et qui ne présentent pas les mentions obligatoires. C'est ainsi que :

— SIROPS CUSENIER : les bouteilles de citron ou de grenadine portent seulement la mention « pur sucre » mais aucune autre indication de composants.

— GUIGNOLET PALLAS 16° : même situation.

— BOITE DE MACEDOINE DE FRUITS AU SIROP St-MAMET : aucune indication de composants.

— BOITE DE CASSOLET WILLIAM SAURIN : même situation.

— TABLETTE DE CHOCOLAT POULAIN : indication seulement de « Chocolat au lait Poulain » Poids net 200 g mais aucune autre indication de composants.

— TABLETTE CHOCOLAT NESTLE :

indication « noisettes entières » poids net 100 g. Nestel Chocolat au lait ; sans autre indication de composants.

— BOUTEILLE DE GIN : les bouteilles de « Gordon's Dry Gin » sont exclusivement en langue anglaise.

— TRIPES FINES A LA TOMATE « Mère-By » avec emballage plastique portant mention « conservation limitée », mais sans date de préparation.

— RILLETES L'HUISSIER et RILLETES BORDEAU CHESNEL : se présentent en pots plastiques, mais sans date de péremption.

— TRANCHES DE POISSON FUME : sous plastique ; indication « semi-conserve ». Je constate la présence d'une étiquette collée sur le fond extérieur mentionnant : « 8-10-1973 ». Il s'agit de Colin à l'huile J.-B. Delpierre « à consommer sur toast ».

— BOITE FILETS ANCHOITES : il est mentionné « tenir au froid » et « semi-conserve » mais sans date de péremption ; les composants sont seulement en langue étrangère.

— FILETS DE HARENGS SAURS SELECTION : Il est mentionné « Tenir au frais ». Se présente sous enveloppe plastique sans date de péremption.

De tout ce que dessus, j'ai fait et dressé le présent procès-verbal de constat, pour servir et valoir ce que de droit ».



Pourquoi l'inflati

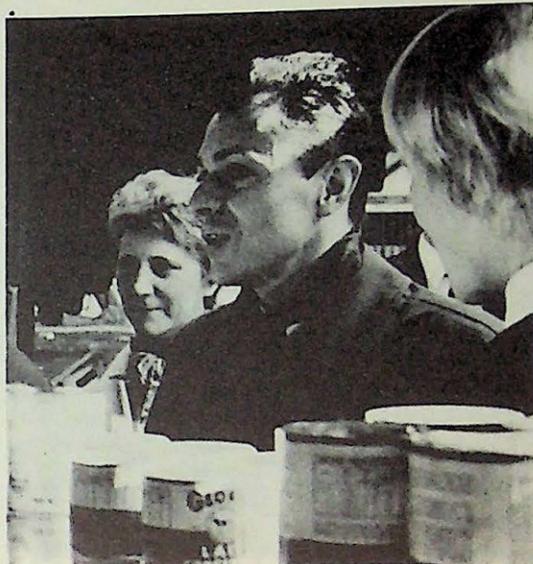
Record absolu. Le record absolu de la hausse annuelle des prix en France est en passe d'être brillamment battu. L'indice aura progressé selon toutes hypothèses, de 9 à 10 % pour l'ensemble de l'année 73. L'addition est belle pour les Français. Peut-être se consolent-ils à l'idée que, seuls au monde, les Japonais auront fait mieux...

Mais ils ne se satisferont certainement pas des explications ambiguës et sinueuses du gouvernement. La vie politique toute entière semble déroutée par cette flambée des prix. Comme si le phénomène était nouveau!

En fait, le pouvoir paye le prix d'une longue léthargie. Bien sûr, la réduction de la TVA en janvier a, artificiellement, entretenu l'illusion que tout pouvait s'arranger. Bien sûr, Pompidou et son équipe ont cru que les mesures anti-inflation prises chez nos voisins allaient juguler le mal chez nous. Illusions perdues.

L'addition est écrasante et les travailleurs, les plus touchés par cette crise, assistent à des simagrées de thérapeutique : un plan anti-hausse arraché presque honteusement aux neuf à Bruxelles, de crainte de le présent-

MICHEL ROCARD REPOND



ter directement à la nation...
sation de 63 est encore f...
du commerce de détail...
bois.

En une décision, Gis...
poir du régime de se ra...
influents sur le plan élec...
rien... En témoigne le mo...
ment poujadiste, qui se d...
distribution.

Dans le même temp...
leur combativité et lancer...
forme commune au conte...
PSU en est partie prenar...
loppe sur ses propres thè...

Reste à analyser les...
C'est ce que fait ici Mich...
tretien qui pose les jalon...
des racines de l'inflation...
me.

T.S. — Quelles sont, à ton avis, les racines du mal? L'inflation est-elle une conséquence logique du développement du capitalisme?

M.R. — La définition même du capitalisme, c'est le régime de la liberté d'entreprise. C'est-à-dire la liberté de décision des chefs d'entreprise, qui eux-mêmes sont les chefs d'entreprises parce qu'ils détiennent la propriété des moyens de production et d'échange.

Le corollaire de cette liberté totale est, pour tous les producteurs et tous les vendeurs, la tentation permanente d'augmenter leurs prix de vente — moyen le plus direct d'augmenter leur profit.

C'est là une donnée permanente d'un système qui est incompatible avec toute régulation centrale, qui répugne à toute planification ferme, parce qu'il refuse les contrôles efficaces et sérieux.

Le capitalisme, en un mot, est un système ultra-propice à l'inflation.

T.S. — Le capitalisme, avec ces caractéristiques permanentes que tu viens de rappeler, existe depuis un siècle et demi. Or l'inflation est une maladie relativement récente?

M.R. — Aussi longtemps — pratiquement jusqu'à la dernière guerre mondiale — que les entreprises productives sont restées dans leur ensemble relativement petites, c'est-à-dire d'une taille qui ne leur permettait pas encore d'avoir la maîtrise de leurs marchés, et qu'elles étaient donc soumises à la concurrence, une augmentation trop forte des prix leur était interdite: il y avait toujours une entreprise voisine, un peu plus petite, mais combative, prête à contre-attaquer avec des prix plus bas pour des produits identiques.

Or nous sommes maintenant dans une nouvelle phase de développement du capitalisme: nous vivons l'ère de la concentration du capital industriel.

Très rares sont maintenant les marchés authentiquement concurrentiels. L'évolution vers le libre échange a été constante depuis la fin de la guerre.

Elle a commencé à s'affirmer en 1950, c'est-à-dire dès que les reconstructions nationales ont été suffisamment avancées pour que les économies soient à peu près solides, et qu'on puisse abandonner les protectionnismes internes.

Le résultat est l'ouverture du marché mondial à des sociétés multinationales à très haute concentration qui, en général, dominent suffisamment chacune leur marché — ou à la limite, comme dans le cas du pétrole, passent des accords de cartels — pour ne pas avoir de conflits de prix. Dans un cas comme dans l'autre, hégémonie de marché ou accords de cartels, la tendance est, bien entendu, à la hausse.

C'est le premier élément.

T.S. — Mais si le rôle des accords de cartel et des firmes multinationales est clair, ils ne sont pas les seuls agents à intervenir dans la vie économique. Les petites unités n'ont-elles pas leur mot à dire dans le phénomène de hausse?

M.R. — C'est indéniable. Je faisais remarquer que la concurrence entre petites entreprises est un grand calmant des prix. Mais ceci n'est pas vrai dans les services à faible productivité où le revenu est le prix de vente du service rendu. Pour maintenir son niveau de vie, le coiffeur doit augmenter ses prix, car il ne peut grossir indéfiniment le nombre de ses clients. Son rythme de travail est pratiquement le même que le perruquier sous Louis XIV.

T.S. — La moyenne des prix restait stable. C'est qu'il y avait équilibre entre les prix des services qui augmentaient au rythme de l'accroissement de la production nationale et les prix du secteur industriel qui baissaient grâce aux gains de productivité.

Cet équilibre serait-il rompu?

M.R. — Il est vrai que la production de masse, de série a permis, à une époque, de faire baisser les prix industriels. On l'a vu avec les réfrigérateurs, les voitures, le transport... Même dans la période d'inflation générale que nous connaissons, on voit tout de même qu'en valeur relative les prix des biens mécaniques augmentent moins vite qu'un certain nombre d'autres.

Mais le grand changement, c'est qu'ils augmentent quand même! J'ajoute que la production agricole a une évolution de sa productivité plus lente que dans l'industrie. On assiste alors à une pression des agriculteurs à augmenter leurs prix pour avoir un partage au moins constant du revenu national à leur profit. C'est une autre pression à la hausse des prix qui ne peut être compensée que par la bais-

se relative des prix industriels. Cet équilibre, le capitalisme en a donné l'exemple depuis environ un siècle. Nous assistons à sa rupture, par la montée des prix industriels.

T.S. — Mais nous connaissons aussi d'autres phénomènes qui viennent changer tout cela...

M.R. — Oui, et c'est mon deuxième élément, que je cite pour mémoire,

car je le crois marginal: les pays développés vivent pour une part d'usage du Tiers-Monde, dont ils ne payent pas les matières premières à prix coûtant.

Or les pays producteurs, de plus, deviennent capables de défendre: soit par des pressions internationales, soit par suite de changements de régime, qui leur permettent de conquérir leur indépendance.

On l'a vu successivement sur le marché du sucre, après le triomphe de la révolution cubaine, sur celui du cuivre, après la victoire d'Allende, avant que la réaction internationale s'organise pour faire baisser le prix par la spéculation.

à la limite même plu

On le voit enfin, et c'est l'exemple le plus typique, pour le pétrole, et sûr. Les pays pétroliers ont manqué la capacité d'exiger une rémunération correcte (je rappelle pour mémoire que sur 1 F 25 payé pour 1 litre d'essence en France, l'Algérie ou les Etats arabes fournisseurs touchent environ 8 ou 9 centimes, et le Tiers-Monde français 90 centimes. On voit maintenant quand on a ces chiffres présents à l'esprit, ce qu'a de scandaleux la campagne actuelle qui vise à disqualifier les pays producteurs dans une opération publique alors qu'on pourrait bien assimiler les hausses à la production sans les répercuter sur le prix de vente).

Deuxième élément donc: la hausse générale des prix des matières premières. Mais encore une fois élément marginal, car les économies des pays développés ont une productivité suffisante pour « avaler » ces hausses sans réelles difficultés.

Le troisième élément, beaucoup plus important, est lié au chaos du système

rare sont les marchés authentiquement concurrentiels

nous publions ici, à l'usage des militants, les textes adoptés par la Commission nationale entreprises réunie à Besançon les 27, 28 octobre 1973

• commission 1 : développement du capitalisme et riposte ouvrière

I. — LE CADRE CAPITALISTE ACTUEL

La période actuelle se caractérise par le remodelage ou une restructuration du capitalisme dans le cadre international avec le développement des entreprises multinationales. Cette restructuration signifie renforcement de la concentration financière, répartition des unités de production dans plusieurs pays en fonction des intérêts de l'entreprise, accentuation de la division et de la déqualification du travail.

a) Contexte international et développement du capitalisme français.

Après la deuxième guerre mondiale caractérisée par la phase de reconstruction du potentiel de production des pays d'Europe occidentale et du Japon, et par l'hégémonie incontestée de l'impérialisme américain, on a vu se développer des impérialismes secondaires aspirant à mettre en cause la domination économique, politique et idéologique des Etats-Unis.

Cette affirmation des impérialismes secondaires notamment allemand en Europe mais aussi japonais — s'est manifestée par la naissance de firmes multinationales autres qu'américaines et organisées en Europe dans le cadre de la C.E.E. Le développement de l'internationalisation de la production a imposé un fort mouvement de restructuration.

Il apparaît cependant — la guerre du Proche-Orient et surtout la manière dont a été imposé le cessez-le-feu sont là pour le montrer — que les deux superpuissances n'entendent pas voir contester leur suprématie tant politique qu'économique.

La France est un des pays où la restructuration de l'appareil de production s'effectue avec le plus de force et bien entendu les travailleurs français sont parmi les plus touchés par ses conséquences (Lip dans le cadre d'Ebauches S.A. ou Cémoi à Grenoble, par exemple).

La situation française dans ce cadre mondial doit être analysée en terme de développement inégal. Les entreprises multinationales jouent sur la disparité des taux de profit et tendent à déplacer les productions d'un pays à l'autre en fonction du coût de la main-d'œuvre et de sa docilité. Mais également ce déplacement de la production se fait dans le sens pays très développés, vers pays sous-développés. (Une innovation technique est d'abord mise en application dans les pays très développés, puis moyennement développés, puis sous-développés, et la production suit).

L'Europe — et particulièrement la France — tend à se situer dans une position moyenne avec des industries dont la technologie re-

quiert une certaine qualification et en même temps une main-d'œuvre non qualifiée importante. De nouvelles implantations et des reconversions se traduisent par une variation importante des emplois et des qualifications par secteur sans que le nombre total d'emplois soit modifié (Armée de réserve constituée essentiellement par les pays du Bassin Méditerranéen — Exemple de l'aéronautique à Toulouse qui s'oriente vers la production des petits avions à la chaîne ou vers des avions de haute technologie).

Les conséquences sont connues : éloignement des centres de décisions (Joint Français) ; licenciements et transfert des travailleurs (métallurgie de beaucoup de régions de France pour regroupement sur Fos et Dunkerque) ; déqualification des tâches (à la production comme dans les bureaux), augmentation des O.S., alors que l'ensemble du travail est plus élaboré et plus productif ; éclatement géographique du travail (une usine ne produit qu'une partie du produit final ou n'assure qu'un stade de la fabrication, cf. industrie automobile)...

Toutefois, cette forme de capitalisme avancée coexiste avec des secteurs nettement plus archaïques de l'appareil de production et de distribution P.M.E., commerce et artisanat ; cela exige une adaptation constante de l'appareil d'Etat pour concilier les contradictions en résultant.

b) les conséquences.

1) Cette évolution s'est inscrite jusqu'à maintenant dans le cadre d'une croissance continue. En France, en particulier, celle-ci a été rapide. Le nombre d'emplois créés est important (pris globalement) et il n'y a pas un chômage d'ensemble élevé (relativement à certains pays voisins notamment). Mais on assiste à une forte augmentation de « l'armée de manœuvre » du capital (main-d'œuvre facilement « transportable » ou à emploi non régulier : intérim, immigrés jeunes, femmes...).

2) La bourgeoisie a éprouvé des difficultés sérieuses à maintenir son taux de profit face à la pression ouvrière (salaire, durée du travail, limitation des cadences...) d'autant plus qu'elle doit compter avec son assise électorale traditionnelle (petit capitalisme national, petite bourgeoisie, commerçants, agriculteurs...). La fuite en avant par la hausse des prix a permis de maintenir un taux de profit élevé et l'inflation mondiale complète le tableau.

Les conflits sociaux ont eu depuis quelque temps leur origine dans une prise de conscience par les travailleurs de l'accroissement de leur aliénation : dignité du travail, droit à l'emploi stable, robotisation (Renault, Pêchiney-Noguéres...). Ils empêchent du même

coup la bourgeoisie de réussir l'accroissement de l'exploitation qui lui serait nécessaire économiquement, ne serait-ce que parce qu'elle lâche des augmentations de salaires pour limiter ces conflits.

Ainsi, les hausses de salaires sont importantes (le rythme actuel en France est de 12 à 14 % par an, ou nominal, pour l'ensemble du secteur privé). Globalement, le pouvoir d'achat a augmenté un peu, du coup la croissance se maintient, mais la hausse des prix s'accélère aussi.

c) L'Etat est soumis à des tendances contradictoires :

— ou bien être dans un certain espace géographique le garant de l'ordre social et favoriser la restructuration engagée par le capitalisme mondial (dont une fraction de la bourgeoisie française fait partie). C'est la position dominante et l'exemple de Lip est assez clair (le plan Charbonnel n'est que le plan Ebauches S.A.) ;

— ou bien défendre certains secteurs du capitalisme national contre la concurrence étrangère et « accompagner » la disparition de nombreuses couches de la petite bourgeoisie (petits commerçants, agriculteurs...). Ceci coûte cher, mais est indispensable pour le maintien de l'assise électorale et ne peut se faire que par l'arbitrage secret au niveau de l'exécutif, entraînant le dépérissement de la démocratie parlementaire qui perd sa raison d'être, puisqu'elle n'a plus qu'à arbitrer entre les groupes de pression.

Ces tendances contradictoires ne se traduisent pas, bien sûr, par une stratégie homogène, cohérente et consciente de la part du gouvernement et de la bourgeoisie. Le gouvernement français fait du coup par coup, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Les leaders de la majorité se répandent en déclarations contradictoires. La seule chose qui les réunit, c'est le renforcement du caractère autoritaire, policier et d'ordre moral du régime et la tentative de développer une mentalité d'assistés dans la classe ouvrière.

d) l'évolution prévisible pour les mois à venir :

— Doit-on prévoir un simple prolongement, même accentué, de la situation actuelle ?

— Doit-on au contraire, envisager un ralentissement notable de la croissance, avec ou non limitation de la hausse des prix et même une crise s'accompagnant d'une forte montée du chômage.

1) Ce qui semble certain :

• la hausse des prix rapide va encore se prolonger un certain temps (voir par exemple les conséquences de la crise du pétrole). L'ensemble des travailleurs y sont donc confrontés, mais des hausses nominales fortes ont été obtenues depuis le début de l'année dans

un grand nombre d'entreprises. Si le pouvoir d'achat de certains a baissé (fonction publique, certaines entreprises nationales...) ce n'est pas une situation générale.

• La restructuration des entreprises est loin d'être terminée, de nombreux problèmes vont se poser (aéronautique à Toulouse, Fos, la chaussure...). Dans chaque cas le contexte ne sera pas le même et de ce fait les moyens d'action que mettront en place les travailleurs seront différents (on ne referra pas Lip dans chaque cas). Le caractère commun de ces luttes contre le capitalisme ne sera donc pas perceptible immédiatement pour l'ensemble de la classe ouvrière.

• La limitation des investissements nouveaux par les entreprises, tendance qui risque de se poursuivre, se traduira par une augmentation probable du chômage qui viendra s'ajouter à celle provoquée par la restructuration des entreprises.

2) Ce qui est plus difficile à prévoir : le contexte général de l'évolution du capitalisme (mise à part la hausse des prix qui durera encore).

L'hypothèse d'une crise économique « classique » se traduisant — entre autres — par un chômage important, semble à exclure. Le risque existe certes mais la menace est maniée par le gouvernement (Giscard, en particulier) en la grossissant au besoin, pour contraindre les travailleurs à la modération. Ne tablons donc pas sur une augmentation rapide et forte du chômage qui toucherait de très larges couches de travailleurs et qui rendrait beaucoup plus explosifs pour la bourgeoisie de nombreux conflits potentiels liés à une restructuration rapide.

L'aspect dominant devrait plutôt rester :

— le renforcement de l'aliénation des travailleurs (ouvriers comme employés) : déqualification, conditions de travail, dignité... avec des situations diverses selon les cas ;

— un chômage total ou partiel, apparent ou déguisé, lié à la restructuration de certaines entreprises ;

— une stagnation, voire une baisse du pouvoir d'achat de certaines catégories de travailleurs ;

— le renforcement autoritaire du régime.

II. — LA RIPOSTE OUVRIERE

a) Forces sociales en mouvement :

La classe ouvrière, par les différentes couches qui la composent, n'a pas aujourd'hui défini un projet unique qui puisse rassembler autour de ses objectifs l'ensemble des travailleurs. Pourtant,

au cours des dernières années, elle a montré dans ses luttes sa volonté d'en finir avec l'exploitation capitaliste.

Nous avons assisté essentiellement à deux types de luttes, liées dans une large mesure mais pas seulement, aux phénomènes de restructuration et de concentration :

1 — Les luttes des O.S. : inutile de prendre des exemples : elles furent suffisamment nombreuses ces dernières années.

2 — Des luttes sur l'emploi, notamment de professionnels (au besoin pour ne pas devenir O.S. comme l'exemple de Lip). Là aussi, les exemples sont nombreux et le deviendront plus encore (notamment dans la région Midi-Pyrénées : chimie, aviation, etc.).

Les revendications mises en avant par les travailleurs portent donc sur deux points : le travail d'O.S. et la défense de l'emploi. Or, ces deux points remettent fondamentalement en cause la restructuration que le capitalisme subit. Elles peuvent être un frein mais aussi un blocage. Même les revendications salariales attaquent l'évolution du système : l'exemple du Joint Français débouchant sur le problème de la régionalisation est clair sur ce point.

Elles s'attaquent directement au pouvoir de décision car les replâtrages sont impossibles. Un certain nombre d'échecs marquent les luttes ouvrières de ces deux ou trois dernières années (cf. Renault). Il y a à cela deux raisons : la première, c'est que les objectifs de ces luttes sont quasi-intégrales dans le système, la deuxième c'est que les formes de luttes employées (actions traditionnelles) ne correspondent plus à l'évolution des objectifs. Le Joint Français est la seule action de grande envergure traditionnelle à avoir marqué des points importants.

En réalité, si la forme d'action (grève illimitée) était de caractère traditionnel, les formes de soutien (la Bretagne soutient ses grévistes) ne l'étaient pas, posant directement le problème des minorités nationales.

Une volonté d'action très forte (grève de 5, 8, 10, 16 semaines) mais aussi une série d'échecs parce que le caractère de l'action ne convenait pas au caractère de la revendication ni à l'évolution du capitalisme. Il est à noter que toutes ces grèves se sont menées dans de grandes entreprises multinationales (Pennaroya, Joint Français, Renault, Michelin, Pêchiney, S.N.P.A...). Le capitalisme dans ces secteurs peut supporter un blocage de son évolution et est parfaitement capable d'intégrer de longues grèves par transfert de production.

En séparant les bureaux d'études des unités de production, le capitalisme rend plus difficile la riposte ouvrière à la restructuration. En effet, c'est le plus souvent des bureaux d'études qui sortent les nouvelles normes de production et qui détiennent l'information. Face à cette tentative de division, la classe ouvrière doit faire une alliance stratégique avec les classes techniciennes qui, elles, sont

présentes au niveau des bureaux d'études. Dans cette alliance stratégique, la classe ouvrière doit conserver la direction politique sous peine de voir ces couches techniciennes confisquer le pouvoir grâce à leur savoir technique.

Enfin, dans la période actuelle, la lutte doit plus que jamais se situer sur les trois fronts : économique, idéologique, et politique. Les luttes récentes et Lip en particulier prouvent la nécessité pour vaincre de sortir de l'entreprise afin de créer un vaste courant d'unité populaire.

b) **Quelques exemples actuels :** l'automobile et l'aéronautique.

Dans ces deux branches, les projets de restructuration ou la restructuration elle-même sont très avancés. On peut distinguer dans ce mouvement trois composantes :

1. Démantèlement en unités de production interchangeables : accord Renault-Peugeot, Citroën. Projet de redécoupage en cinq branches de la SNIAS.

2. Généralisation de la sous-traitance (formes juridiques diverses, dont la plus récente est le GIE).

3. Concentration du capitalisme financier.

L'ensemble des décisions étant pris au plus haut niveau avec disparition de l'autonomie des directions d'établissements.

Dans les deux cas, le phénomène est international (aéronautique, automobile : accord Unic-Fiat, après Simca-Chrysler dont on sait les conséquences quant aux formes de répression pratiquées).

c) **Quelles formes de luttes pour la période ?**

La question à se poser est : quel type d'action correspond à la situation ? Pour une revendication intégrale attaquant les structures du système et le pouvoir de décision, il faut un type d'action attaquant aussi les structures et le pouvoir de décision. Inutile d'en écrire long sur ce sujet :

L'exemple de LIP est là. A condition bien sûr de le prendre en stratégie et non en forme d'action. Il est vrai qu'il n'est pas possible partout de produire et surtout de vendre. Le problème n'est pas là.

Les formes d'action traditionnelles équivalent à créer, face au

patronat un rapport de force économique (arrêt de la production ou menace d'arrêt). En fonction de ce rapport de force, le patronat passe un compromis ou non, mais il garde le pouvoir de décision.

Mais lorsque la revendication attaque le pouvoir de décision, il faut que l'action elle-même attaque ce pouvoir de décision. Les travailleurs de LIP nous ont montré à travers leur stratégie de contrôle ouvrier mis en pratique depuis plusieurs années qu'il faut imposer la revendication, la prendre avant d'en discuter. Cela change bien le rapport de force, mais change aussi fondamentalement une conception de l'action revendicative largement répandue dans la classe ouvrière.

C'est la partie « contrôler aujourd'hui » de notre Manifeste. Il nous faut poursuivre notre réflexion en terme de ligne stratégique et non en terme d'exemple ou de cahier de revendications. C'est à partir de cette ligne stratégique qu'entreprise par entreprise, situation par situation, l'action peut être définie. Il est important dans ce cadre de croire, comme à LIP,

à la créativité de la classe ouvrière.

De plus, lorsqu'on s'attaque au pouvoir de décision dans l'entreprise, il faut l'attaquer à tous les niveaux, du service de recherche à la fabrication en passant par les services de vente. C'est pour avoir compris cela que les travailleurs de LIP ont marqué un point considérable.

Sur le plan de la pratique, cela implique :

1) Actions visant à désorganiser la production en rendant possible le contrôle ouvrier de celle-ci (propositions faites à la SNIAS de Bourges, mais refusée par appareils syndicaux).

2) Assurer l'information des travailleurs de toutes les unités de production concernées — Ex. Peugeot - Saint-Etienne — Affichage régulier des informations à Peugeot - Sochaux. Contacts avec syndicats argentins.

3) Etendre la solidarité et l'information à l'ensemble de la population et des travailleurs qui peuvent être touchés directement ou indirectement par le conflit. Ex. distribution sur Sochaux d'un

tract sur la ville, formes de popularisation de LIP.

Attaquer le capitalisme sur la restructuration nécessaire à sa survie, en s'attaquant à son pouvoir : la décision sur les objectifs, il ne peut l'accepter. Le blocage que nous connaissons actuellement dans cette phase de la lutte de classe caractérise la période comme révolutionnaire. Il n'est pas possible que la situation reste bloquée sans craquer de quelque part et la stratégie ouvrière que nous mettons en avant ne peut se limiter à s'attaquer au pouvoir entreprise par entreprise, mais doit déboucher sur le problème du pouvoir au niveau global, sinon nous aurions choisi la voie de la défaite. C'est le problème des ruptures au niveau politique.

Donc en résumé : une évolution du capitalisme amenant de nouvelles conditions d'exploitation, amenant de nouvelles revendications, amenant de nouvelles formes de luttes.

168 délégués. Unanimité moins une abstention.

• commission 2 : l'organisation des travailleurs

A U cours des derniers conflits sociaux, il s'est avéré que l'outil syndical n'est pas périmé : ses militants ont joué un rôle déterminant à Lip, à Péchiney, à Cerisay, dans un contexte de luttes significatives de la période. Les militants syndicalistes ont su, dans ces entreprises, faire des propositions qui correspondaient au désir des travailleurs en lutte. Ils ont accepté et souvent proposé les assemblées générales de discussion et de décisions qui ont permis de susciter la créativité de la classe ouvrière, face aux problèmes posés par des formes de lutte jusque là méconnues ou peu répandues. On ne peut considérer que tout mouvement syndical ait une position homogène et offensive dans les luttes de la classe ouvrière. En effet, il faut souvent « tirer » certains responsables qui sont souvent réticents devant les décisions des travailleurs en lutte.

Dans d'autres luttes (secteurs d'O.S. en particulier comme à Renault...), les travailleurs ont su trouver les formes de leur unité dans la lutte avec désignation de délégués qui, aux côtés des organisations syndicales, représentent l'A.G. des travailleurs en lutte, y compris pendant les négociations.

Malgré les insuffisances, le syndicat reste une arme essentielle de la lutte des classes, mais il y a nécessité de soutenir les formes d'organisation autonome des travailleurs immigrés. Une telle organisation ne divise pas, mais au contraire rapproche l'ensemble de la classe et permet de réaliser dans la lutte l'unité des travailleurs français-immigrés. Elle permet une compréhension plus grande entre travailleurs. Ceux-ci ne peuvent se rattacher qu'à une organisation où ils pourront s'exprimer, se comprendre et rechercher ensemble la solution de leurs problèmes. Le rôle des organisations françaises - syndicats et partis - ne peut être qu'un soutien sans faiblesse des revendications et des moyens de lutte employés par les organisations de travailleurs immigrés : nous ne décidons pas pour eux, nous devons les soutenir et expliquer aux travailleurs de ce pays leur juste lutte.

COMITES DE GREVE, DE LUTTE, D'ACTION ET DE SOUTIEN

Dans les conflits, l'outil essentiel de la démocratie ouvrière est le comité de grève élu par l'assemblée générale des travailleurs. Il représente l'ensemble des travail-

leurs. Le rôle de nos militants est de soutenir activement et de participer à ces comités même lorsqu'ils entrent en conflit avec certaines directions syndicales.

Dans un conflit comme Péchiney à Noguères, la grande majorité des travailleurs s'est retrouvée sur les positions de la CFDT et a pu s'exprimer au sein de l'assemblée générale et des réunions de la section syndicale ouverte à tous les travailleurs, au travail de laquelle ils participaient massivement.

Dans ces conditions, la question d'un Comité de lutte ou d'action ne s'est jamais posée, par contre un Comité de soutien où participaient la CFDT, le PSU, des organisations d'extrême gauche, des individualités avec le soutien des paysans a eu une action efficace, parce qu'il s'est toujours placé sous la direction des travailleurs en lutte.

Par contre, à Lip, un Comité d'Action a été créé qui a eu une vie réelle et une influence importante dans le déroulement du conflit. Il n'était pas l'émanation de groupes gauchistes sans prise sur l'événement, comme l'on en a vu fleurir en Mai 68 et après. Ces comités d'action externes, sans influence réelle, sans capacité de faire des propositions sérieuses, champ clos des luttes intestines de l'extrême gauche ne peuvent aboutir qu'à une lutte stérile, amenuisante, et à la constitution de groupes qui sont des syndicats rouges qui ne veulent pas dire leur nom et qui aboutissent au contraire de l'action de masse et de la confrontation nécessaire des révolutionnaires et des réformistes devant l'organisation de masse.

Par contre, le comité d'action peut être en liaison avec les délégués syndicaux, le lieu où des travailleurs apprennent à réfléchir ensemble, à inventer de nouvelles formes d'action et à prendre conscience de la nécessité de s'organiser.

Un autre aspect des luttes récentes est l'entrée en action des femmes en tant que travailleuses qui correspondent à leur place croissante dans la production. Des problèmes spécifiques peuvent freiner leur entrée à part entière dans la lutte et il est nécessaire de favoriser la discussion de ces problèmes pour être pris en charge par l'ensemble des travailleurs notamment en A.G.

L'expérience des luttes ouvrières récentes montre qu'il n'existe aucune opposition entre l'activité du Parti et l'autonomie du mouvement de masse. Au contraire, la capacité d'inspiration et de proposition du Parti renforce l'activité de l'organisation de masse et notamment de la section syndicale.

Dès qu'elles atteignent un certain degré d'intensité et d'ampleur, les luttes sociales acquièrent en effet une dimension politique. Cela explique la nécessité de l'intervention étroite avec les syndicats.

L'ensemble des militants doivent être présents sur les fronts de luttes sociales y compris ceux qui sont organisés localement. Le P.S.U. doit, une fois de plus, répudier la conception stalinienne du rôle dirigeant du Parti et du rôle

subordonné du syndicat et des autres organisations de masse.

Il lui appartient en revanche d'assumer le rôle d'intellectuel collectif, apprenant de la lutte des masses, enrichissant du même coup l'expérience ouvrière, s'efforçant d'unifier les luttes entre les travailleurs de la ville et de la campagne, entre l'entreprise et le quartier, et contribuant à ouvrir ainsi une perspective politique aux luttes et à élever la conscience de classe des travailleurs.

• annexe 1 : unité populaire et stratégie révolutionnaire

La grève de LIP a vérifié notre stratégie de contrôle ouvrier et d'unité populaire et de débordement des directions réformistes, en nous montrant comment elle pouvait s'appliquer sur le terrain. Un seul exemple le prouve : au début du conflit, à LIP, CGT et CFDT ont un poids presque équivalent. A l'A.G. consécutive à l'ultimatum de Giraud, les propositions de Piaget : « poursuite ferme de la lutte » sont adoptées à une écrasante majorité, donc par de nombreux travailleurs cégétistes, sans parler de ceux qui ont voté UDR en mars...

I - RAPPELONS QUELQUES DEFINITIONS :

● **L'UNITE POPULAIRE :** C'est l'unification de l'ensemble de couches et classes à partir d'une lutte précise où TOUS sont concernés et où ils peuvent rentrer dans le combat contre le MEME adversaire, (ex. : le Joint, Lip, Cerisay, une lutte d'un service public comme la grève de l'hôpital H. Mondor, mais aussi la grève du lait et le Larzac).

● **L'UNITE D'ACTION :** C'est le compromis entre ORGANISATIONS syndicales et (ou) politiques, pour un objectif précis, permettant une mobilisation conjointe des travailleurs (et des couches populaires concernées).

II - Dans les entreprises, l'unité d'action syndicale est souvent nécessaire pour déclencher la lutte. Cette unité doit être recherchée hardiment par les militants à partir d'OBJECTIFS POUVANT FAIRE L'UNITE DE LA MASSE DES TRAVAILLEURS.

● Le compromis nécessaire pour la réaliser est le problème le plus difficile car il est lié au rapport de force interne aux forces syndicales ! Mais au mi-

nimum, un des points ne peut être sacrifié : c'est la démocratie ouvrière.

● Cette unité d'action, qui permet de lancer la lutte, doit pouvoir s'appuyer sur l'UNITE POPULAIRE.

● Cette unité populaire ne peut se développer que si l'une des conditions suivantes est réunie :

1) La nature de l'entreprise rend inéluctable son existence (hôpitaux, certains services publics).

2) La lutte est du type contrôle ouvrier (LIP - Cerisay).

3) Le problème posé par l'entreprise concerne une grande partie de la population (emploi, niveau de vie, avenir d'une région).

4) La lutte comporte un problème dépassant l'entreprise (racisme - aliénation spécifique des femmes, etc.).

Cette unité populaire a pour résultat, quand elle se réalise vraiment et non quand elle se réduit au simple comité de soutien constitué de quelques militants du mouvement révolutionnaire d'améliorer considérablement le rapport de force dans la lutte vis-à-vis de l'adversaire. Elle permet le débordement des forces réformistes.

— A cause de cette amélioration du rapport de force, l'unité des travailleurs eux-mêmes (c'est-à-dire de tous ceux qui luttent) se renforce.

Donc l'unité d'action syndicale devient PROGRESSIVEMENT dépendante de l'unité réalisée par les travailleurs et les couches populaires qui se battent avec eux.

— Dans toute lutte actuelle, la négociation avec l'adversaire est inéluctable. L'unité d'action syndicale est nécessaire surtout si le contrôle ouvrier s'exerce sur les négociations.

Dans cette négociation, le maintien à tout prix des revendications peut être (parfois) un motif de rupture de l'unité. Cette rupture ne correspond pas forcément à un clivage entre révolutionnaires et réformistes, et les conséquences peuvent être passagèrement négatives sur le degré de combativité.

III - Par contre, dans le développement de l'unité des travailleurs en lutte et de l'unité populaire, il vient un moment où les réformistes, entraînés dans le combat, refusent de continuer et font une RUPTURE POLITIQUE avec le mouvement. Celle-ci, par contre doit être un des éléments fondamentaux de notre débat dans le parti (faut-il aller jusque-là ? Comment l'assumer ? Que proposer après ?).

● L'unité d'action des organisations ouvrières est un élément déterminant de la stratégie de prise du pouvoir central.

● Elle implique, pour les révolutionnaires, l'apprentissage de l'unité d'action dans l'entreprise des rapports pratiques avec les réformistes, répondant aux conditions de l'unité populaire fixées plus haut.

● Dans les conflits qui atteignent une envergure nationale, il est alors possible de s'appuyer sur les expériences acquises des révolutionnaires pour appliquer la stratégie d'unité d'action nécessaire pour renverser l'appareil d'Etat.

C'est de cette manière que le contrôle ouvrier et l'unité populaire rentrent dans la stratégie politique globale de notre parti.

Ce texte, adopté à l'unanimité par la Conférence Régionale de Paris a servi de base à la discussion, mais n'a pas fait l'objet d'un vote à la CNE.

• annexe 2 : contribution de camarades bisontins

LA CNE constate le rôle important joué par les militants du PSU dans les luttes ouvrières récentes et le retentissement profond de ces luttes dans le pays. Ce n'est pas un hasard si les responsables des mouvements en cours s'expriment politiquement ensemble dans les meetings du Parti à Paris ou à Toulouse.

Tandis que la stratégie réformatrice du Programme Commun s'avère impuissante à mobiliser les masses en dehors des consultations électorales, il apparaît que notre orientation générale, l'axe stratégique du contrôle ouvrier, les mots d'ordre de transition vers l'autogestion socialiste, correspondent aux nécessités de la société et aux aspirations de larges couches ouvrières. Les luttes actuelles mettent en cause le pouvoir patronal, la société bourgeoise avec son idéologie, son armée, son Etat. En

même temps, le pouvoir bourgeois, divisé, isolé et affaibli, se contente de plus en plus de recourir à la force faute de pouvoir apporter des solutions politiques.

La responsabilité du PSU et du courant révolutionnaire dans son ensemble, est donc engagée directement pour mettre en déséquilibre le régime et ouvrir la voie à la lutte pour le pouvoir. Pour provoquer ce déséquilibre et amener la chute de la réaction pompidolienne, il nous faut assurer l'unité dans l'action des travailleurs et des couches populaires. Cette unité ne peut se réaliser par un ralliement à la stratégie réformatrice du Programme Commun, ni par une vaine tentative pour améliorer ce programme de gouvernement, qui s'inscrit dans le cadre du système capitaliste « démocratisé » au lieu de viser à le détruire.

Pechiney et Lip ont montré la nécessité de cette unité dans les entreprises et les localités, ratifiée et consolidée par des accords d'organisation. Ils en ont montré les conditions : la démocratie ouvrière à la base, la définition d'objectifs concrets de lutte, la remise en cause de la légalité bourgeoise posant les jalons de la légalité de demain. Ils ont montré aussi la nécessité d'un combat permanent pour sauvegarder cette unité et maintenir son caractère de lutte.

Tout en prenant l'initiative de l'unité d'action partout où s'engage et se prépare la lutte, nous ne devons pas cacher qu'il existe, entre nos partenaires et nous, des divergences fondamentales. Comme l'a rappelé le congrès de Grenoble, le Parti Socialiste se soucie essentiellement de gouverner dans le cadre des institutions bour-

geoises. Quant au Parti Communiste, son attitude ambiguë dans les grèves de Pechiney et de Lip indique les limites qu'il assigne aux objectifs de l'action, en fonction de ses options fondamentales.

Mais un tel gouvernement, bien que soutenu par les travailleurs, ne leur assure pas la réalité du pouvoir et il n'ouvre pas la voie vers la transition au socialisme. Le pouvoir des travailleurs est en gestation dans les comités d'usines et de quartiers (comme au Chili les Jap, les cordons industriels et les commandos communales) éventuellement dans leurs représentations régionale et nationale. Ces comités tendent à doubler les institutions officielles gérées par les forces réformatrices et à se substituer progressivement à elles. Le PSU participera à tout gouvernement qui reconnaitra en de tels organismes la base objective de son pouvoir et renforcera leurs moyens de lutter contre l'adversaire bourgeois.

En posant le problème du pouvoir (différent de la participation à un gouvernement de gestion du ré-

gime), le PSU ne doit pas oublier la tragique leçon du Chili : il existe pas une voie menant au socialisme dans le respect de la légalité et des structures de l'Etat bourgeois.

Le problème d'aujourd'hui n'est donc pas du tout la définition d'un programme du gouvernement avec le PS et le PCF. C'est la conclusion d'un accord d'unité d'action entre les organisations politiques et syndicales qui ont adopté l'orientation du programme commun et les organisations politiques et syndicales qui y ont adhéré, ainsi que l'établissement d'une plate-forme commune de lutte anticapitaliste. Les signataires de l'accord d'unité d'action s'engageront à soutenir sans défaillance contre la bourgeoisie la politique anticapitaliste du gouvernement formé par les organisations réformatrices qui ont actuellement derrière elles la grande majorité de la classe ouvrière et du peuple.

(Cent soixante-huit délégués. Pour : 48 ; contre : 2 ; abstentions : 56 ; refus de vote : 17.)

• annexe 3 : commission contrôle ouvrier-unité populaire ; prise de pouvoir - unité d'action

(Texte présenté par des camarades du Rhône).

A) A inclure dans la première partie du rapport de la commission : le contrôle ouvrier.

Pour le PSU, le travail de politisation des luttes ouvrières c'est faire des interventions en direction de l'ensemble des travailleurs en tenant compte :

— du stade d'avancée des objectifs dans la lutte elle-même (remise en cause de la hiérarchie, de la division sociale de travail, de l'organisation capitaliste du travail) ;

— des formes de luttes pratiquées : démocratie ouvrière permettant ou non la discussion des travailleurs, forme légaliste ou pas de la lutte, etc. ;

— de la perception de ce que représente cette lutte pour les travailleurs des autres usines et dans les couches populaires ;

— des éléments qui, dans la lutte, permettent de poser concrètement la société future (la santé est l'affaire des travailleurs et du peuple, la distribution est aussi l'affaire des consommateurs populaires, etc.) ;

— des possibilités de faire converger cette lutte soutenue par les couches populaires avec d'autres luttes vers l'adversaire central qu'est l'Etat bourgeois (Berliet, Chili, LIP, Laminoirs, Romans, Larzac).

En reliant l'ensemble de ces éléments, nous devons essayer de faire des propositions d'action (A.G., unité par quartiers autour des hôpitaux, circuits parallèles de vente d'alimentation, etc.), d'avancer des objectifs dans la lutte et à l'extérieur :

— qui permettent de réaliser l'unité ouvrière autour des travailleurs à la production, l'unité populaire autour des travailleurs en lutte ;

— qui permettent de centrer la lutte sur l'Etat bourgeois sans abandonner les objectifs revendicatifs ;

— qui permettent de mettre en lumière les éléments de la société socialiste déjà présente dans ces luttes.

C'est cela qui doit être notre travail politique, ce travail étant réalisé de façon à faire des propositions « un pas devant les travailleurs » (1).

B) Amendement au texte de la région parisienne intitulé « unité populaire et stratégie révolutionnaire ».

Premier amendement : l'unité d'action (paragraphe II).

Le texte initial est remplacé par :

C'est sur la base d'une mobilisation conjointe des travailleurs (unité ouvrière) et des couches populaires concernées (unité populaire) que peut se réaliser l'unité d'action en amenant les organisations syndicales ou politiques à un compromis.

Cette unité ne peut être — dans la période — que conflictuelle et réalisée cas par cas. A aucun moment il ne peut être question d'accord permanent sur le fond (Cf. LIP, Cerisay, Noguères...)

Deuxième amendement (paragraphe 3), seule la première phrase est conservée.

... font une rupture politique avec le mouvement du fait même de nos divergences de fond sur la conception de l'affrontement avec le pouvoir et l'Etat. Mais du fait de l'intense travail d'unification (construction de l'unité ouvrière et l'unité populaire) cette rupture politique se fait par rapport au mouvement lui-même et non par rapport à des militants révolutionnaires qui se seraient minorisés dans la lutte (LIP par exemple).

C'est cas par cas, lutte par lutte que des propositions d'unité d'action doivent être faites, y compris nationalement toutes les fois que c'est possible et que le rapport de forces le permet. Il n'est donc pas question de lier le PSU dans un pacte permanent passé au sommet entre appareils politiques et syndicaux, d'autant que, dans l'état actuel du rapport de forces entre PCF, réformatrices et révolutionnaires, la conclusion logique d'un tel pacte permanent ne peut être qu'un programme commun amélioré.

Au contraire, du fait même que le mouvement révolutionnaire en termes de masse existe (on l'a vu au Larzac, on l'a vu à Besançon, etc.) une stratégie autonome du PSU, des propositions nationales d'action et de débats permanents entre les militants et les forces qui mènent aujourd'hui les luttes (travailleurs français et immigrés, paysans, femmes, etc.)

doivent permettre de définir une stratégie de prise du pouvoir et le type de société socialiste que nous voulons construire à partir des éléments déjà présents dans les luttes (pour une organisation ouvrière du travail, contre la hiérarchie...)

Une telle stratégie autonome, avec alliance tactique, y compris

nationale, chaque fois que l'unité ouvrière et l'unité populaire imposent de fait cette unité toujours conflictuelle entre organisations politiques et syndicales doit nous permettre de développer les contradictions à l'intérieur de ces organisations et de hâter la construction du parti révolutionnaire nécessaire à la révolution pour le pouvoir aux travailleurs.

Vote sur le § B (168 délégués. Pour : 30 ; contre : 51 ; abstentions : 39 ; refus de vote : 8).

(1) Cette partie qui s'ajouterait au texte du rapport préparatoire au Conseil National sur le contrôle (texte adopté unanimement comme base de travail par la CNE) n'a pas été soumise au vote.

• annexe 4 : organisation du secteur entreprises

Si nous considérons avec Marx que la classe ouvrière, de par son rôle économique et ses intérêts de classe est seule capable de renverser l'ordre bourgeois établi, avec l'appui des couches populaires, tirons-en la conclusion logique : Le Parti doit donner au secteur entreprise une place prépondérante et cette affirmation ne peut alors rester une simple clause de style.

Si nous examinons maintenant la conjoncture des luttes et les caractéristiques nouvelles du combat dans les entreprises, constatons aussi qu'il y a urgence - et non plus seulement priorité - à organiser dans le Parti un secteur entreprises.

Les militants PSU insérés dans les entreprises n'apparaissent plus seulement comme des donneurs de leçon de socialisme. Ils sont mieux acceptés car ils ont quelque chose à dire. Ils n'ont pas seulement à développer une théorie élaborée sur le plan d'un Manifeste, mais également une méthode de lutte à mettre en pratique : LIP n'est pas le fruit du hasard ni la conclusion inévitable d'une théorie.

Les militants PSU doivent enfin être convaincus que chacun d'entre eux a sa place dans le combat sur les entreprises, à la place où il est, suivant ses capacités et ses possibilités : mieux vaut une structure assez souple où chacun puisse mener le combat qu'une structure rigide qui réduit certains militants isolés à l'impuissance.

1. ORGANISATION

A l'heure actuelle, chaque militant doit être inséré dans la lutte

syndicale, car l'engagement de masse se place encore à ce niveau.

— Ensuite le militant s'engage dans le combat politique d'entreprise, de préférence dans une section ou une cellule d'entreprise ; sinon il se rattache à un secteur travaillant sur plusieurs entreprises (ex. santé).

Chaque section locale fait la carte des entreprises et impulse les premières interventions mais la responsabilité politique de ces interventions incombe aux militants d'entreprises. Les réunions se tiennent à la convenance de ces militants, c'est-à-dire le plus souvent à la sortie du travail et non pas au cours des longues soirées qui font le délice de nos théoriciens.

— Sur les entreprises ne gardons pas une structure rigide. Quelquefois le travail sur une entreprise se suffit à lui-même. Toutefois évitons de négliger le combat interentreprises, qui présente plusieurs aspects :

Il peut s'articuler géographiquement : c'est alors une coordination des luttes sur des entreprises, une meilleure utilisation des moyens, une confrontation des méthodes et bien sûr une solidarité active.

Mais il est nécessaire de rappeler aussi les entreprises dont les activités sont complémentaires (ex. les différents corps du bâtiment, la sous-traitance et le montage des pièces) ou concurrentielles. Il s'agit de créer les liens entre les maillons d'une même chaîne ou entre ceux qui demain pourraient être les briseurs de grève les uns des autres.

Ne restons pas figés sur la structure départementale. Elle n'a pas toujours une signification du point de vue des entreprises. Il peut alors être nécessaire de se coordonner au niveau de districts définis selon des critères économiques et significatifs sur le plan des luttes. La coordination au niveau des districts ou des fédérations rassemble et rediffuse l'information, impulse le débat politique et organise le soutien politique.

L'organisation des entreprises au niveau régional, de la même façon, doit savoir se libérer d'un formalisme administratif. C'est l'homogénéité et l'unité économique qui définissent la région, donc l'intervention du Parti à cette échelle.

La coordination régionale élue a des responsabilités identiques à celles rappelée au niveau fédéral ou au niveau du district.

Parallèlement à cette pyramide qui vient d'être décrite l'organisation par branches semble nécessaire à condition qu'elle ne reste pas formelle.

Cette organisation facilite :

- l'échange d'informations,
- la lutte générale à l'intérieur des trusts et holdings,
- la détermination de méthodes de luttes communes : contre le même exploiteur, la même tactique.
- les interventions ayant pour but que les travailleurs d'une usine

ne soient pas les jaunes d'une autre usine en grève,

- la coordination internationale des luttes.

A partir des interventions précitées plus haut, il est possible de dégager enfin une représentativité correcte des luttes menées dans le Parti, de telle sorte que le secteur entreprise ne soit plus seulement la somme des spécialistes et des bonnes volontés, mais l'expression réelle de l'affrontement de classe dans les entreprises.

Alors le CNE peut être valablement une expression des régions et des branches suivant des proportions qu'il est prématuré de fixer tant que l'inventaire des interventions n'est pas terminé.

Est-il nécessaire de réaffirmer que, de toute manière, l'existence du secteur entreprise dépend principalement de l'expression militante sur les lieux de travail et non d'une structure plaquée au sommet d'une hiérarchie artificielle ?

La Commission Nationale Entreprises dont l'efficacité est donc

subordonnée à une représentativité des luttes, examine les leçons politiques qui doivent être tirées de bilans d'ensemble. Elle fait part de ses conclusions aux sections d'entreprises.

Les propositions nécessaires à l'action sont faites par la CNE, appliquant, tout comme le BN et la DPN, la ligne politique définie par le Parti. Il est donc indispensable que ces trois instances aient un lien entre elles. Cette coordination sera facilitée par la présence au BN d'un représentant du secrétariat de la CNE chaque fois que cela est nécessaire.

Par ailleurs, le BN peut envoyer à la CNE un représentant mandaté pour exposer les options politiques de la Direction Nationale.

2. PROPOSITIONS

Il ne s'agit pas de présenter un catalogue complet d'objectifs, de méthodes et moyens, mais plutôt de quelques propositions concrètes indispensables au développement du secteur.

1. La carte des entreprises et des interventions

- Au niveau des sections et des districts, il faut analyser les forces dont on dispose et les interventions souhaitables : la fiche d'enquête présentée par la Haute Normandie est un bon exemple de moyen employé pour effectuer ce recensement.

- A l'échelle régionale, dans certaines conditions spécifiques (ex. Région Parisienne) où les distances habitat-travail sont importantes, un fichier « croisé » est nécessaire : c'est-à-dire que chaque secrétaire de section reçoit les coordonnées des militants travaillant dans les entreprises locales, tandis que chaque militant connaît les références du secrétaire de la section la plus proche du lieu où il travaille.

- Tous ces recensements sont synthésés en direction de la CNE, afin d'être dispatchés vers les fédérations : ainsi se nouent et se complètent les liens nécessaires dans une même branche ou dans un même trust.

2. L'information

Le Parti donne au secteur entreprise les moyens d'un fonctionnement effectif à tous les niveaux :

- collecte et rediffusion des expériences et bilans,
- constitution de dossiers,
- diffusion de matériel de propagande : affiche et tracts.

3. La formation

Elle devient prioritaire au niveau régional en direction des militants d'entreprises.

A cet égard, il est possible de s'inspirer de l'expérience des dernières années en Région Parisienne.

4. Le financement

- Les sections réservent systématiquement un pourcentage de l'argent qu'elles devaient conserver, au profit d'une caisse commune fédérale et - ou - les fédérations transposent le même principe sur le plan régional. Cette disposition a pour effet de péréquer

les moyens entre les sections riches ayant peu d'actions entreprises et les sections pauvres n'ayant pas les moyens des interventions souhaitées.

En conclusion, la commission, dans sa majorité, s'est refusée à développer une analyse détaillée des carences passées, carences qui n'ont plus à être prouvées.

Elle a préféré dessiner les contours d'un outil qui puisse de toute manière servir aux propositions politiques définies par les autres commissions. Ce sont les conclusions politiques de ces commissions qui permettront alors de préciser les détails de l'organisation.

Aux yeux de certains camarades, comme ceux de Besançon, la plupart de nos propositions sont des évidences qu'il ne devrait pas être nécessaire de rappeler : espérons que tout le Parti saura les rejoindre au niveau des méthodes et de l'efficacité dans l'action et qu'ainsi ce texte devienne vite pour tous une évidence. ■

CONSEIL NATIONAL — renseignements pratiques

Lieu : U.C.J.V., 14, rue de Trévise, 75009 (métro : Poissonnière).

Le Conseil se déroulera du samedi 24 novembre à 9 h 30 au lundi 26 novembre à 17 h.

Ordre du jour :

Samedi, 9 h 30 : Accueil des délégués (1).

10 h 00 : Ouverture du Conseil par Michel Mousel, secrétaire fédéral de la région parisienne.

10 h 30 : Mise en place de la commission des mandats et de la commission d'organisation des débats.

10 h 45 : Rapport politique, par Michel Rocard : action et stratégie du Parti.

12 h 00 : Rapport sur la force politique du socialisme autogestionnaire, par Robert Chapuis.

14 h 30 : Rapport sur contrôle ouvrier et contrôle populaire (et rapports annexes).

15 h 30 : Débat général sur les rapports.

18 h 30 : Rapport de la commission des mandats. Votes de prises en considération sur les trois rapports.

19 h 30 : Mise en place des commissions.

Dimanche : Commissions et sous-commissions.

Lundi, 9 h 00 : Rapports des commissions, débat et votes sur les motions et résolutions finales.

16 h 30 : Allocution de clôture.

17 h 00 : Fin du Conseil. Réunion de la D.P.N.

Une date à retenir : les 8 et 9 décembre 1973, à Paris : réunion des secrétaires fédéraux (chaque fédération devra être représentée par son S.F. ou l'un de ses adjoints).

(1) Chaque fédération a un délégué de droit, plus un délégué par cent adhérents.

RAPPEL

la victoire des **LIP** passe toujours par la popularisation et l'explication de leur combat. Contre l'intoxication TS a réalisé un quatre pages spécial qui doit être diffusé le plus largement possible

PASSER VOS COMMANDES! (0,12 F l'ex.)

on ?

le souvenir du plan de stabilisation...), un blocage des marges des caudères sur une jambe de

ard vient aussi de ruiner l'es- per les petits commerçants, si ral. Royer aura travaillé pour ement de fureur, assez large- reloppe dans le secteur de la

syndicats et partis réaniment une campagne sur une plate- nettement anticapitaliste. Le , en même temps qu'il déve- es, des initiatives autonomes.

uses profondes de l'inflation. Rocard, dans un premier en- d'une analyse en profondeur maladie chronique du capitalis-

Robert DESTOT ■

me monétaire internationale et à la hausse des taux d'intérêt d'une part ; au coût social des grèves d'autre part, d'autant plus élevé que l'entreprise est plus fortement équipée en machines : quand il y a grève, le patron peut, à la limite — si le rapport de forces lui est favorable — ne pas payer les ouvriers. Mais il ne peut pas ne pas payer les traites, c'est-à-dire les remboursements des emprunts faits pour équiper l'entreprise. C'est une chose bien connue : plus l'entreprise est moderne, plus la grève est coûteuse.

Pour pallier cet ensemble de difficultés, le patronat a tendance à recourir, de plus en plus, à l'autofinancement. C'est-à-dire qu'il paie ses in-

2, nous n'avons de capitalisme

vestissements directement — et comptant le plus souvent — en puisant dans sa propre trésorerie. Accumulée comment ? Par des hausses de prix.

On en arrive ainsi à des choses tout à fait hallucinantes. Charles Levinson a calculé qu'en moyenne les sociétés multinationales s'autofinancient à 95 %. Dans les 5 % qui restent, l'augmentation d'apport du capital par les actionnaires n'est que de 2 %. Le reste, 3 %, sont des emprunts. C'est proprement fabuleux ! Cela veut dire, à la limite, que nous n'avons même plus de capitalisme, puisque ce n'est plus le capital qui finance ses investissements... Avec des cas aberrants, dont le meilleur exemple est encore celui des sociétés pétrolières : certaines d'entre elles s'autofinancent à 180 % ! C'est-à-dire que la masse des profits, amortissements, réserves et argent mis de côté, net d'impôt, représente 80 % de plus que le total — payé cash — de leurs investissements...

TS. — C'est une politique concertée ?

M.R. — C'est en tout cas une politique homogène des différents groupes, même concurrents, sur le plan mondial. Elle s'explique par la nécessité de se doter des prodigieuses ressources financières qu'il faudra pour maîtriser les formes d'énergie post-pétrolières : énergie atomique, solaire, marémotrice... Tout ce qu'on sait, c'est que l'atome coûtera horriblement cher en investissement (sinon en exploitation) et le consommateur est déjà en train de le payer par avance.

Remarque de transition : ces trois premiers éléments montrent bien que, s'il veut réellement lutter contre l'inflation, un gouvernement doit s'attaquer à ses causes, c'est-à-dire prendre en charge une surveillance du rythme de la production intérieure et voir comment se répartit la diffusion des hausses des matières premières, mais aussi avoir une politique par rapport aux sociétés multinationales. Fin de la remarque.

Il y a un quatrième élément : nos sociétés sont de plus en plus complexes, la stratification sociale extrêmement diverse. Il n'y a plus à proprement parler une classe ouvrière, bourgeoise, paysanne : il y a quantité de situations sociales : OS, techniciens, professionnels, etc. Toute une zone de rapports sociaux relativement complexes et dans lesquels interviennent le mimétisme social, la compétition par le standing (voiture, logement, etc.).

Notre société est constamment animée à la fois par une volonté d'amélioration du pouvoir d'achat à tous niveaux et une volonté de préservation des niveaux relatifs de dignité sociale. Et cela vaut pour chaque catégorie sociale, paysans comme salariés urbains, comme professions libérales. D'où le fait qu'une modification relative de tous les revenus dans un secteur donné change un équilibre des relations sociales.

Cela va plus loin que les salaires. C'est la totalité des revenus qui sont en cause, et la totalité de leurs structures.

Sur ce point-là, je voudrais faire une remarque : la droite tend à dire qu'un des facteurs déterminants de l'inflation, c'est la hausse des salaires. Je veux affirmer avec une très grande force que c'est faux. Il nous faudra probablement lancer, au PSU, toute une recherche chiffrée plus précise que ce que nous avons pour pouvoir étayer cette affirmation de façon absolument irréfutable. Mais d'ores et déjà on peut dire que, dans la quasi-totalité des entreprises, le poste « main-d'œuvre » (salaires, charges sociales, prélèvements sociaux) diminue en pourcentage dans le chiffre d'affaires. Et c'est vrai à peu près partout, dans l'industrie (je ne parle pas des sociétés de services, où il est plutôt stable).

L'accusation selon laquelle les hausses des salaires sont un facteur décisif de l'inflation est donc une monstruosité...

TS. — Elles interviennent quand même pour une part ?

M.R. — Bien sûr. Et ce pourrait être un cinquième facteur. Il est évident que si les salaires ne sont pas la cause dominante de l'inflation, le fait qu'ils connaissent globalement une hausse assez rapide n'est pas non plus un facteur stabilisant !

Nous sommes maintenant dans une société où toute consommation dépasse sa pure valeur utilitaire pour prendre valeur de signe, de communication avec notre entourage — éléments de dignité sociale, de standing — les conditions mêmes de cette expansion économique qui ont assuré la sortie de la misère, ont comporté la division sociale du travail, la répartition des tâches, l'abrutissement par le boulot. Le pouvoir est concentré entre très peu de mains ce qui a pour résultat qu'il n'y a plus aucun enrichissement humain ni plus aucun as-

pect de dignité dans le travail. Il n'y a que les agriculteurs pour qui cette triste vérité n'a pas encore pris tout son sens.

La production est devenue automatique. Rares sont les métiers qui comportent de la création. La communication entre les hommes ne porte plus sur ce qui fait matière à échange — ce que l'on crée — production et création sont devenues antagoniques. La communication ne se fait plus sur les responsabilités puisque toute la logique du pouvoir actuel est de fuir la démocratie, c'est de l'interdire par le secret des affaires, par la captation des décisions. Il y a alors amputation de la dignité des gens. Il ne nous reste plus qu'à nous exprimer à travers les objets de consommation.

Le résultat, c'est que l'exigence des revenus de la plupart des travailleurs correspond à des besoins de consom-

Autre élément, nous avons hérité en France d'un capitalisme avachi. La France ne vient de faire sa mutation industrielle que ces dernières années. Notre capitalisme n'était pas celui du financement du risque économique mais un capitalisme du pourcentage et du parasitisme. D'où l'importance de ce secteur parasitaire et de la tolérance inusitée à la fraude fiscale : habitudes de rente, de courtage, de commissions. C'est décisif en matière d'inflation. Comme est décisif cet autre héritage du parasitisme, je veux parler des circuits pléthoriques de distribution commerciale. C'est hallucinant. Je vous reporte au bouquin de Pierre Belleville sur le circuit de la viande.

Cependant, il ne faudrait pas croire que je porte un discrédit global sur l'ensemble du monde commerçant. Je dis seulement que l'organisation des

les salaires ne sont pas le facteur déterminant

mation qui n'ont plus rien à voir avec des besoins matériels pour survivre. Souci d'affirmation personnelle dans une fuite en avant constante, recherche d'une certaine identité culturelle, voilà, ce que l'on va chercher en arrachant un bout de revenu supplémentaire. On met ceux qui étaient un peu au-dessus de vous dans l'échelle sociale en demeure de surcompenser le décalage comblé. Mécanisme sans fin et tout à fait faux et lamentable, qui n'évoque pas autre chose qu'une crise de civilisation tout entière sur le sens même de notre économie.

TS. — Tu viens de dégager cinq facteurs de causes de l'inflation. Ces facteurs sont directement issus de l'analyse du développement du capitalisme mondial. N'existe-t-il pas de racines plus spécifiquement françaises ?

M.R. — C'est indéniable. Nous sommes parmi les pays capitalistes celui qui a eu la politique la plus scandaleusement laxiste, tolérante à toutes les spéculations — notamment dans le secteur foncier. Le fait qu'il n'y ait aucun contrôle sur les profits spéculatifs sur le sol urbain ni sur les profits que l'on tire de l'activité de promoteurs, aboutit sur ce bien rare qui est le logement. Dans cette course atroce, il n'y a pas de limite à la hausse.

circuits avec les prélèvements abusifs et souvent parasitaires qu'ils comportent, constitue un mécanisme tout à fait inflationniste.

Il y a a quelque chose de cassé. Il faudrait s'en expliquer de façon fiscale aussi.

TS. — La responsabilité de la puissance publique est alors en jeu ?

M.R. — Elle est même écrasante. Le choix notamment de l'équilibre budgétaire réalisé au détriment de certaines dépenses, crée la rareté dans quatre secteurs fondamentaux de la vie économique du pays — santé, éducation, recherche, équipements collectifs — Cette rareté, qui a conduit à des opérations de débudgétisation pour financer ces secteurs (autoroutes privées...) a été un accélérateur formidable du développement du processus inflationniste.

Cet aspect fondamental du problème, lié à ceux du contrôle de la création monétaire valent bien qu'on leur réserve une analyse approfondie. On a tenté, tout au cours de cet entretien de déceler les racines de l'inflation dans le développement du capitalisme moderne. Il s'agira maintenant d'examiner comment les politiques économiques budgétaires et monétaires des pouvoirs publics ont contribué à attiser la crise actuelle.

Éditions universitaires

Coll « Citoyens »

INITIATION AU MARXISME	
André Barjonet	15,00 F
VOCABULAIRE DEL'ECONOMIE	
Gilbert Mathieu	19,80 F
URBANISME ET REVOLUTION	
A.J. Rodriguez	18,50 F
LIRE GRAMSCI	
D. Grisoni et R. Maggiori	29,95 F

ETATS-UNIS

l'inflation aussi !



"SIGNS OF THE TIMES"

— New York, de notre correspondant

PAS de publicité, pas de néons, pas d'étalage tapé à l'œil : sur une vitrine toute simple, peinte d'un blanc défraîchi, quelques grosses lettres rouges : « Coopérative populaire d'alimentation ».

On y vend des légumes frais — achetés aux paysans à quelque soixante miles de la ville ou cultivés dans leur jardin par des membres de la coopérative —, des fruits, des graines et des céréales, quelques produits cuisinés, des œufs... De la nourriture organique autant que possible, à des prix défiant toute concurrence. Pas d'emballages perdus : chacun est servi selon ses besoins. La coopérative est administrée et gérée par ses utilisateurs. Il ne s'agit pas seulement d'un des derniers avatars du mouvement hippy ou d'une manifestation tardive de la « contre-culture », réinvestis dans un mouvement au service de la collectivité.

Les étudiants « chevelus ou barbus » composent à peine 50 % de la clientèle de la « Co-op » ; et ces vieilles dames ridées et poudrées, sous leurs lunettes retenues par une chaînette, ne dépareraient pas le super-marché voisin. A un obstacle près : les prix. Ce qui envoie ces Américaines aussi moyennes que possible dans ce magasin « en marge » des circuits commerciaux, c'est un indice des prix qui, pour le seul mois d'août 1973, a accusé une augmentation de 23 % sur le mois précédent.

Il faut avoir la curiosité, dans un super-marché d'alimentation, d'aller chercher un produit qui reste assez longtemps en rayon — trois semaines ou un mois par exemple ; d'aller chercher un paquet sous le reste de la pile, au fond ; et de décoller les quatre ou cinq étiquettes qui se sont accumulées : si le premier chiffre est encore visible, il y a de quoi tomber à la renverse.

L'indice des prix de détail qui était de 100 en 1967 sera de 135,9 en décembre prochain — selon des estimations optimistes — et de 140,5 en 1974 (déc.). Depuis le début du second mandat de Richard Nixon, le pouvoir d'achat du dollar a diminué d'un quart :

\$ 124,40 sont aujourd'hui nécessaires pour acheter ce qui coûtait \$ 100,00 en janvier 1969 (\$ 133,00 sont nécessaires s'il s'agit de produits alimentaires). Des produits de consommation aussi courante que le savon (+34,2%), les serviettes de coton (+ 10 %), les blue-jeans ou les chaussures (+ 5 %) ont connu des augmentations considérables ces derniers temps.

phénomène naturel

Cela s'accompagne de ruptures d'approvisionnement sur de très nombreux produits, pétrochimiques notamment. A l'approche de l'hiver, c'est bien entendu les menaces sur le fuel et le pétrole qui préoccupent le plus l'opinion. La limitation généralisée de la vitesse à 70 miles/heure ne sera certainement pas suffisante à résoudre le problème ; le charbon et l'électricité redeviennent des modes de chauffage en vogue. Et les récentes « ouvertures » de la Maison Blanche en direction des pays arabes à propos du conflit du Moyen-Orient, n'ont pas de justifications plus « idéologi-

ques » que celles-ci... Pendant ce temps, les ténors du Parti démocrate (des libéraux à l'extrême-droite) rivalisent de démagogie sur la question des livraisons de blé à l'Union Soviétique — pendant que le prix du pain augmente ici. Le public américain ne sait probablement pas plus que celui d'Europe ce que recouvre le « Nixon Round » mais il est sûr que l'atmosphère générale est à la guerre commerciale et à l'isolationnisme économique — si tant est que cette notion ait un sens quand il s'agit des Etats-Unis.

La confiance en soi manifestée par les représentants de l'Administration n'est pas le phénomène le moins surprenant dans cette conjoncture. Depuis deux ans, Richard Nixon a poursuivi une politique de valse-hésitation en matière de contrôle sur les prix : contrôles plus ou moins durs, plus de contrôle du tout, Phase I, II, III, IV... Si quelques produits — poulet, œufs, porc — ont légèrement diminué, c'est plus parce que le refus des consommateurs d'acheter — par exemple — la douzaine d'œufs à \$ 1,05 (= FF 4,70), a provoqué une surabondance temporaire que grâce aux contrôles de l'Exécutif.

Il faut lire le secrétaire d'Etat au Commerce, M. Frederick Dent, déclarer dans une interview que « l'inflation est phénomène naturel »... Il faut entendre M. Melvin Laird, conseiller spécial du président Nixon pour les affaires intérieures, déclarer que si certains produits manquent aux Etats-Unis, c'est parce que les dollars détenus par les Européens ou les Japonais viennent acheter ces produits, rendus sur-compétitifs par la dévaluation de la devise américaine, et que ce retour au bercail des dollars prodigés est un bon signe. Les seules mesures envisagées par l'Administration républicaine consistent en une augmentation (considérable si elle est entièrement appliquée) des surfaces cultivées et une réduction des dépenses publiques. Comme dans la même émission de télévision « Face the nation », M. Laird avait déclaré qu'il était hors de question de réduire le budget de la Défense, ce sont les équipements collectifs et les allocations sociales qui

feront les frais de l'opération, dans le budget 1974 en préparation.

Et pas seulement par une réaction conservatrice de la présidence. Mais aussi parce que le « big business » est en train de redistribuer ses billes. Si la consommation individuelle est saturée, il se tourne vers les investissements publics. General Motors est en train de racheter des compagnies d'autobus par paquets ; des projets de transit urbain collectif (« aérotrain » électrique entre deux conurbations) sont mis au point par les firmes automobiles et pétrolières qui sentent la fin de leur règne venir. Et il y a fort à parier que les transports en commun, aujourd'hui encore frappés du sceau honteux du « collectivisme », vont devenir d'ici quelques années une priorité politique. De vastes zones côtières en Californie sont en train de faire l'objet de réglementations d'urbanisme, afin que l'autorité de la puissance publique puisse enlever aux moyens promoteurs les constructions individuelles qu'ils entreprennent actuellement, au profit de constructions collectives confiées aux plus gros établissements bancaires. Et s'il le faut, un jour prochain, la General Food absorbera dans ses circuits commerciaux ces coopératives populaires encore « en marge » évoquées plus haut.

le pire

Les financiers américains ont confiance dans la poursuite de l'expansion économique, même à un taux plus ralenti. La reconversion de l'économie de guerre, à la suite de la défaite américaine en Indochine, est loin d'être achevée. Nul n'a la prétention de prédire ce que va être l'évolution de l'impérialisme économique US dans les mois à venir. L'Américain moyen a devant lui un taux de chômage qui doit augmenter de 8,3% en 1974 (il est aujourd'hui de 4,7%) ; et pour ce qui est des prix, Paul Samuelson, prix Nobel des Sciences Economiques, écrivait récemment dans « Newsweek » que : « The worst is still to come... » le pire est encore devant nous.

Jean-François MERLE ■

ESPAGNE : un nouveau Burgos

L'Espagne, un Chili de 37 ans. Depuis deux mois, juste en même temps que le putsch de Santiago le franquisme resserre sa main de fer. Une violence coutumière dont une certaine conscience un peu vite apaisée ne s'indigne que dans les « grandes occasions ». Hier — oui, c'était hier —, le procès de Burgos ; aujourd'hui, celui qui se trame contre douze révolutionnaires dont trois risquent la peine de mort.

Le 16 septembre dernier, José Luis Pons Llobet et Oriol Sole Sugranyes étaient pris par la guardia civile, après une fusillade, alors qu'ils tentaient de passer la frontière française. Ils venaient de s'en prendre directement au capital en attaquant à main armée une banque pour financer des éditions clandestines et soutenir les luttes ouvrières.

Le 26 septembre, à Barcelone, la

brigade politico-sociale arrêta trois autres révolutionnaires : Santiago Amigo, Javier Paituvi et Salvador Puig Antich. Ce dernier, en se défendant, blessa mortellement un sous-inspecteur de police. D'autres arrestations ont lieu peu après, portant à douze le nombre des emprisonnés dont trois risquent la peine de mort (Llobet, Sugranyes et Antich) et les autres jusqu'à trente ans de prison. Un autre, enfin, ar-

rêté en Belgique, risque l'extradition.

Tous peuvent être jugés secrètement à tout moment par une cour martiale, la sentence étant exécutoire dans les vingt-quatre heures. La police espagnole tente de faire croire qu'il s'agit d'une « dangereuse bande de gangsters » pour masquer l'action politique de ces révolutionnaires.

D'autre part, le dimanche 28 octobre, 113 membres de l'Assemblée catalane — dont l'action en faveur du particularisme catalan était jusqu'alors relativement tolérée — étaient arrêtés à Barcelone également, et trois d'entre eux torturés.

Tout cela éclatant plus ou moins au grand jour alors qu'une répression bien plus « ordinaire » frappe régulièrement de l'autre côté des Pyrénées, telle l'arrestation, le 22

septembre, de David Urbano Bermudez. Celui-ci, à 29 ans, a déjà passé quatre ans en prison pour « association illégale ». Cette fois, les flics ayant trouvé sur lui une publication clandestine, il est accusé de « propagande illégale ».

Et combien d'autres dont on ne saura jamais rien ? Tandis que Juan Carlos fait du tourisme princier chez les Pampidou, tandis que les policiers de Carrero Blanco et de Marcellin jouent les Dupont et Ponde pour le plus grand bien de Dassault. Et que l'armée de Franco vient faire joujou avec celle de Galley sur la bonne terre de France-pays-de-la-liberté.

G.B.

Comité de soutien aux 12 révolutionnaires : 33, rue des Vignolles, 75020 Paris.

CHILI

la "normalisation"

La junte militaire s'essaie activement à imposer dans tout le Chili un semblant de « normalisation ». Mais Pinochet vient d'être obligé de reconnaître l'existence d'une résistance armée. Mais les mesures « économiques » prises par les fascistes ont du mal à masquer leur véritable nature anti-populaire. Le texte que nous publions ci-dessous est extrait d'un témoignage montrant — et faisant espérer — que le verrou de la répression finira bien par sauter.

LES mesures répressives prises par le gouvernement sont de plusieurs types ; militaires tout d'abord : alors que le couvre-feu et l'état de siège sont maintenus, les patrouilles en armes circulent encore dans les villes et à Santiago ou dans l'Avenida Mata ou à Santa Rosa, par exemple, des chars interdisent encore l'accès de certaines rues. Sur les routes, les contrôles sont très nombreux et sur une distance de 200 km, il n'est pas rare de subir trois ou quatre fouilles assez minutieuses. Filatures, écoutes téléphoniques, complètent cet arsenal répressif.

Les arrestations chaque jour continuent à un rythme important. On peut estimer à environ 30 000 le nombre de personnes actuellement détenues et si certaines d'entre elles sont libérées, très souvent, elles sont en liberté provisoire, pouvant à chaque instant faire l'objet d'une nouvelle arrestation, en attendant d'être traduit devant une cour de justice, le plus souvent un conseil de guerre. Ces détenus doivent au préalable, avant d'être libérés, signer un billet dans lequel ils jurent n'avoir subi aucune torture physique ou morale ! Pourtant, les témoignages directs et irréfutables

se font ici de plus en plus nombreux. Nous avons pu rencontrer des anciens détenus du Stade national nous en apportant les preuves.

« fraternellement »

Il convient ici de mentionner un des cas que nous a rapportés directement une famille habitant la « poblacion » de José Maria Caro dans la banlieue de Santiago. Nous ne pouvons, par mesure de sécurité, révéler le nom de cette famille, mais le témoignage ne peut être mis en doute : quatre des frères travaillaient dans une usine à Santiago ; l'un d'eux, responsable syndical, fut arrêté puis conduit au commissariat. La famille, sans nouvelles pendant plusieurs jours, se rendit au commissariat, mais on lui dit que ce frère avait été conduit au Stade national où il y était toujours détenu. Dès lors, pendant une semaine, la famille, sans le voir, lui apportait des provisions qu'on prétendait lui faire parvenir. Puis, un de leurs amis étant allé à la morgue reconnaître un corps, leur

signala qu'il avait vu le nom de leur frère sur la liste affichée à la morgue. Ils reconnurent effectivement le corps. On leur dit qu'aucun papier n'avait été trouvé sur lui expliquant sa mort, aucune preuve d'un éventuel jugement. Le corps avait été amené ainsi mutilé par 8 balles dans le corps, une dans la trachée artère, les cinq doigts d'une main coupée. Le second frère fut également arrêté, emmené au commissariat, mais on ne put rien prouver contre lui et d'après les témoignages, on le relâcha, puis on l'exécuta quelques minutes après ; le prétexte officiel étant qu'il circulait après le couvre-feu alors qu'il venait d'être relâché. Les deux autres frères qui nous ont rapporté directement ces faits sont, eux aussi, inquiétés actuellement.

La propagande fasciste met essentiellement l'accent sur l'unité du peuple chilien : unité dans le soutien et l'approbation du nouveau gouvernement ; unité nationale entre tous les chiliens. « Nous proclamons l'unité nationale comme l'aspiration la plus précieuse et la plus solide pour le relèvement du Chili. Il n'y a ni vainqueur, ni vaincu. Nous n'entendons poursuivre personne pour ses idées ou pour sa simple adhésion au régime antérieur. » Déclaration du général Pinochet (conférence de presse du 11-10-73). Curieuses paroles prononcées par un dictateur responsable d'une répression si odieuse et si ample ! « Il n'y a ni amis, ni ennemis, il n'y a que des Chiliens qui doivent s'unir et s'embrasser fraternellement. »

Cette propagande étonne souvent, par son côté infantile et naïf. A-t-elle conscience de s'adresser à un peuple adulte politiquement ?

La Normalisation se poursuit également

sur le plan économique : la politique actuelle de « redressement » se caractérise notamment par la volonté de réduire l'inflation : pour cela, le gouvernement a pratiquement bloqué les salaires accordant seulement aux revenus les plus faibles des primes de réajustement pour les maintenir à un niveau minimal de 12 000 escudos. Parallèlement, la junte prétend résoudre la crise économique du pays, en libérant le marché intérieur, appliquant totalement le principe du libéralisme économique : par une nouvelle politique des prix, il prétend restaurer, la libre concurrence et une économie de marché. Dès lors, on assiste à une hausse vertigineuse des prix de tous les produits, qui se situe entre 100 et 700 % : le prix du transport par autobus est passé de 8 à 13 escudos, l'essence de 8 à 70 escudos, le lait de 7 à 37, le pain de 11 à 40 escudos. On peut par conséquent imaginer les difficultés traversées par une famille gagnant 12 000 escudos par mois : avec 400 escudos par jour, un tiers de son salaire est requis pour les transports et pour acheter un kilo de pain et un litre de lait.

Si l'on ajoute à cela l'augmentation hebdomadaire du travail à raison de 4 heures, la suspension d'un certain nombre de services gratuits — assistance médicale par exemple — et la répression syndicale qui sévit, la politique économique de la junte militaire apparaît claire : c'est — sans surprise — un retour au capitalisme classique avec notamment un encouragement aux investissements massifs des capitaux nord-américains et la « suspension indéfinie » des conquêtes antérieures des travailleurs qui devront supporter le poids de cette « reconstruction nationale ».

Il ne suffit plus de prier

Il ne suffit plus de prier, film chilien d'Aldo Francia.

C'EST l'histoire d'un jeune curé de Valparaíso et de sa prise de conscience dans le Chili de 67, celui de la démocratie chrétienne régnante, par la grâce d'Eduardo Frei. C'est la mise en images de l'itinéraire intellectuel qui conduira un certain nombre de catholiques et de religieux à créer le groupe « Chrétiens pour le socialisme » et à rompre avec l'appareil d'une Eglise de collaboration de classe.

Une épidémie de typhoïde dans une poblacion misérable, une grève d'ouvriers d'un chantier naval amènent Jaime — c'est le nom du jeune curé — à choisir pour le camp des exploités et à s'engager concrètement dans le combat pour leur libération. C'est en même temps le combat du père Jaime pour sa propre libération idéologique dont on suppose qu'elle commencera réellement à la fin du film, au moment où le curé renvoie vers les flics une grenade lacrymogène que ces derniers viennent de tirer sur les grévistes. Ce qu'il jette alors, avec hargne, c'est aussi et surtout ce concept de non-violence à tout crin dans ce qu'il a, précisément, de religieux, c'est-à-dire d'absolu à sens unique, au service des exploités.

Aldo Francia, qui est (était) médecin à Valparaíso, n'est pas un esthète — ce qui ne veut pas dire

qu'il ignore le beau. Le cinéma, il le considère comme un instrument de lutte : « Je ne fais pas des films pour une minorité d'intellectuels ni pour prêcher des convaincus. Je fais des films qui peuvent être compris par des enfants de huit ans. Au Chili, à l'heure actuelle (avant le putsch), il est plus urgent de faire des films de ce genre que des films à prétentions esthétiques... » « Mes préoccupations en tant que chrétien rejoignent mes préoccupations de médecin et de cinéaste. La morale chrétienne basée sur la charité, la consolation et la résignation n'a pas de sens à l'heure actuelle ; en tout cas, elle n'est pas suffisante. »

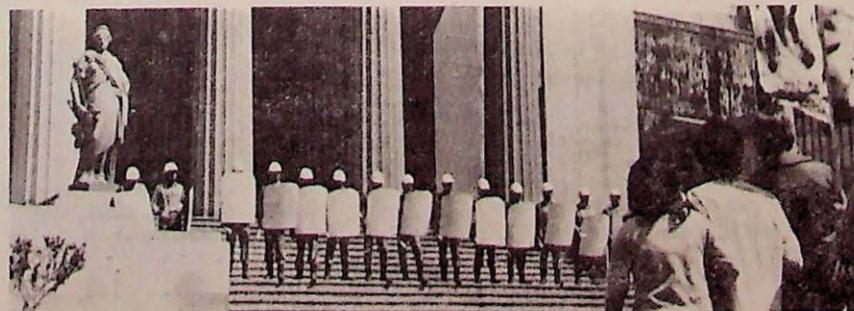
Mais ces propos viennent aujourd'hui se heurter à ceux du cardinal Henriquez prononcés au Vatican il y a quelques jours : « J'ai offert au nouveau gouvernement du Chili la même collaboration que celle donnée au gouvernement marxiste de M. Allende. » (...) « L'Eglise chilienne ne se sent pas appelée à donner un brevet de légitimité aux autorités civiles (sic), à

établir les gouvernements ou à les renverser. Son action ne veut pas être politique, mais religieuse... » A rapprocher de Pompidou rappelant la fameuse doctrine « on reconnaît les Etats, pas les régimes ». Pour l'un ou l'autre, afin que les affaires continuent de marcher, sur la terre comme au ciel, il suffit tout juste de prier...

Si le film d'Aldo Francia a raté le coche au Chili, il vient rappeler en France (par le modeste circuit de distribution qui met en place l'équipe de Marin Karmitz*) que notre meilleure chance d'aider les révolutionnaires chiliens, au delà d'une solidarité menacée par la pleurnicherie, c'est encore de préparer la révolution chez nous. Contre les Daniélou et autres intégristes de la chrétienté dévoyée. Contre les Bigeard et les Massu. Et contre nous-mêmes aussi quand, par faiblesse, nous croyons « qu'il suffit de »...

G.B.

* Le film passe à Paris (Studio de la Harpe, rue de la Harpe) et à Lyon.



URUGUAY le puits

NEUF prisonniers uruguayens ont été transférés, début octobre, de la prison « Libertad » à Montevideo et disséminés dans des casernes à l'intérieur du pays. Ces détenus sont d'anciens membres importants du Mouvement national de libération (Tupamaros). Parmi eux se trouve notamment Raul Sendic, qui a été descendu dans un puits désaffecté où il est totalement isolé : il n'en sort jamais, ne peut ni se raser ni se laver et doit faire ses besoins sur place. Cela se passe dans la caserne Durazno. Deux autres Tupamaros s'y trouvent également. Tous trois ont été officiellement avertis par le commandant de l'unité qu'ils étaient considérés comme otages et seraient fusillés au moindre signe d'activité de leur organisation.

D'autres prisonniers ont été torturés sans qu'il soit possible de recenser tous les cas de sévices dans ce climat de répression sauvage qui s'est répandu sur tout le pays depuis le coup d'Etat de Bordaberry.

Le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay en appelle à la solidarité internationale et à la mobilisation pour tenter de sauver Sendic et ses camarades. ● Contacts : Alain Labrousse, 6, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris.

chez
les
paysans



pourtant, que la montagne est belle

Bientôt les sports d'hiver. Un Français sur vingt-cinq va encore, cette année, pouvoir prendre sa part de grand air, de neige et de hauts sommets. Combien auront conscience du fait que, dans ces lieux où ils se reposent, des paysans vivent toute l'année, et fort mal ? Une autre politique de la neige serait possible. Elle serait moins rentable pour les banques et les promoteurs...

EN huit ans (de 1954 à 1962), le quart des agriculteurs a disparu dans les régions de montagne. Ceux qui restent sont âgés, sans successeurs. Les revenus sont les plus bas de l'agriculture, elle-même en bas de l'échelle.

La construction d'une station de sports d'hiver est souvent présentée comme la planche de salut. En fait, qui en bénéficie ?

du vol à l'exploitation

Les terrains sont, le plus souvent, achetés à des prix dérisoires par des promoteurs : 0,50 F le mètre carré, parfois 0,10 F. Ceux-ci n'achètent que ce dont ils ont besoin. Le reste, frappé de servitudes par le passage des pistes, ne peut plus être vendu.

Les montagnards, une fois la station construite, peuvent, l'hiver, trouver un emploi. Mais il s'agit généralement d'emplois subalternes (plongeur, perchman, femme de chambre...) dont les salaires horaires sont inférieurs au SMIC. Habités aux longues journées, nos agriculteurs arrivent alors à gagner 1 200 F par mois,

mais à raison de 14 h de travail par jour.

Les emplois qualifiés sont occupés par des gens de l'extérieur, l'été à la mer, l'hiver à la montagne. Isolement, manque de traditions syndicales, répression patronale : ces trois facteurs facilitent l'exploitation des travailleurs de l'hôtellerie, et, ici, ils jouent à plein.

Les jeunes ruraux n'ont pas été préparés à réfléchir sur l'avenir : ils se retrouvent avec beaucoup d'argent (tout est relatif !) et côtoient des riches en vacances. Très vite, la vie communautaire du village se désagrège. La colonisation culturelle accompagne l'exploitation.

Les collectivités locales, souvent menées par un notable bien engraisé, ont à exécuter les routes, adductions d'eau, égouts qui valorisent les terrains acquis à bas prix.

Toujours pour avoir leur station, elles épongent le déficit des remontées mécaniques, les premières années.

Après toutes ces dépenses, il reste très peu d'argent, même si les impôts locaux ont augmenté. Ainsi, dans les communes ayant une station, les hameaux reculés sont moins bien équi-

pés en routes et écoles que ceux des communes sans station !

consomme, touriste !

Deux millions de personnes ont fréquenté les sports d'hiver en 71-72 (un Français sur vingt-cinq). Sur deux millions, combien de travailleurs ?

Même pour ces deux millions, on n'offre rien en dehors du ski de piste. Et que de temps perdu en attente au pied des remonte-pentes ! Le touriste n'est considéré que comme consommateur, qu'il faut faire cracher dans le minimum de temps.

Pour qui les bénéfices ? pour les promoteurs et les banques qui les soutiennent. Un seul risque : la mévente des appartements, ce qui commence d'ailleurs à arriver, la bourgeoisie étant en partie servie. On invente alors la multipropriété (super-Dévoluy). On voit alors le ministre du Tourisme dire que l'heure du tourisme populaire est arrivée.

Les hôtels et les restaurants sont aussi parmi les bénéficiaires, ainsi que les marchands de loisirs en tout genre. Mais, sauf à Megève, ce n'est que le menu fretin. La neige, c'est d'abord un prétexte pour vendre des appartements.

une autre politique

Pourtant, une autre politique est possible. On peut, à partir de quelques

expériences (Bessans, Aillon-le-Jeune, en Savoie), dégager quelques pistes (!)

La commune doit refuser la colonisation, prendre en main, dès le départ, la gestion de la station (un plan d'occupation des sols et un plan d'urbanisme).

On peut éviter l'envahissement du pays en favorisant les contacts entre touristes et montagnards.

Le ski de randonnée permet au plus grand nombre de trouver le calme et l'espace. Il demande moins d'investissements coûteux.

Une politique de crédit aux communes pourrait favoriser la création de petites stations, conformes aux besoins des uns et des autres.

Mais ceci, bien sûr, irait à l'encontre des intérêts bancaires. On n'ose donc l'espérer.

Les usagers doivent s'organiser pour prendre contact avec les communes de montagne pour créer des équipements accessibles aux milieux populaires (prendre exemple sur le Centre Equestre du Forez, qui a été constitué grâce à une collaboration entre des paysans et des comités d'entreprise de la région).

Une véritable politique de l'agriculture de montagne devrait assurer aux agriculteurs un revenu au moins égal au SMIC. Ce ne sont pas les aides récemment octroyées qui permettront cela. Les montagnards entretiennent les montagnes et celles-ci font partie du patrimoine écologique.

Pour le pouvoir socialiste, celui-ci ne sera jamais trop cher à préserver.

Hector COIRON. ■

histoire d'A...nastasia ?

ON veut bien parler de l'avortement et de la contraception, mais montrer comment cela se fait, quelles sont les raisons pour lesquelles des femmes veulent se libérer, avoir un enfant quand elles le désirent, ne plus être esclaves... tout ceci dans un film (1) qui est programmé dans deux cinémas de Paris, attention... c'est trop !

Les censeurs, modernes tartufes, les moralisateurs, les nostalgiques du « travail, famille, patrie » veulent faire fonctionner les ciseaux d'Anastasia. « Histoires d'A » risque fort de rester dans sa boîte en fer-blanc.

Pourtant, la commission de contrôle cinématographique, après visionnage du film, a émis un avis consultatif favorable à l'obtention du visa de censure (avec interdiction aux moins de 18 ans) et le distributeur a confirmé la sortie du film pour le 15 novembre.

Mais... un représentant des Affaires culturelles et un autre bureaucrate du cabinet du Garde des Sceaux ont voulu voir avant de décider si le film était tout à fait respectable... Les histoires d'avortements, vous savez... ! Et avant même ce visionnage, l'affiche du film a été interdite parce que « de mauvais goût » (meilleur pourtant que les lumineux de Pigalle !).

Tout ceci pour vous dire que le distributeur est bigrement embêté pour la diffusion du film. Si diffusion il y a.

Derrière toutes ces manœuvres de retardement et ces menaces d'interdiction on trouve bien sûr l'association « Laissez les vivre » (vous savez, ce sont ceux qui veulent que les enfants qui sont de véritables épaves humaines survivent difficilement dans une société où même les bien-portants ont du mal à respirer !) qui évoque, dans un texte, paru dans « La Croix » la loi Neuwirth (toute propagande anti-nataliste est interdite) pour faire campagne contre la sortie du film.

Ce film, réalisé avec tous ceux qui mènent un combat d'information (G.I.S., Mlac, Planning Familial, etc.) doit être vu et il faut tout faire pour le défendre et imposer sa sortie.

Comment ne pas être sensibles au cri d'alarme que nous lance en pleine figure Aïcha, jeune handicapée physique, qui dénonce les conditions de travail, la médecine de classe : « Une femme qui est enceinte, qui fait des dépressions nerveuses consécutives : comment va naître le gosse ? On sait bien que la sexualité, la vie d'un individu, elle ne commence pas à 20 ans,

Dès qu'il est conçu, il subit les attentats de la société... »

Et cette femme, qui a cinq ou six mômes, vivant dans un misérable logement : « Moi, je suis une serpillière... 24 heures sur 24, je fais mon boulot... »

La femme exploitée, la femme-objet de la publicité, du commerce et des magazines féminins à grand tirage, objet de consommation pour les petits pots de crème de toutes les couleurs, les nylons biâfrola (vous avez lu Rezvani !), la femme peinturlurée, sophistiquée, commercialisée...

Les assises du M.L.A.C. ont eu

lieu le week-end dernier à Grenoble. Irène Charamande en rendra compte la semaine prochaine.

« Histoires d'A » venait à point en contribution aux débats en cours. Qui n'avance pas recule... Cela risque fort d'arriver une fois de plus si les ministres de la Culture et de la Justice (de classe) cédant aux pressions, refusent la sortie du film. Ceci risque d'être une autre histoire d'A...nastasia !

Françoise CLAIRE ■

(1) HISTOIRES D'A un film de Charles Belmont et Marielle Issartel - au studio Jean Renoir et au Quintette (à partir du 15 novembre).



L'affiche interdite :
C'est-y possible d'être
aussi con !

LAROUSSE un « Lip » de l'imprimerie

LE conflit Larousse a ceci de commun avec Lip que les travailleurs n'acceptent pas sa fermeture et qu'ils s'opposent donc à tout licenciement.

Economiquement et juridiquement leur position est solide : l'imprimerie n'est pas déficitaire bien au contraire, des investissements rentables peuvent y être faits, le comité d'entreprise n'a pas été consulté légalement sur les mesures de fermeture, etc., l'inspecteur du Travail refuse les licenciements. De plus en plus il s'avère que les éditeurs (Larousse et maintenant Delagrave...) désirent se séparer de leurs imprimeries et brochures-reliures, faire sous-traiter leurs travaux en province en gardant leurs librairies, sources de plus grands profits.

Cela permet aussi dans le cas de Larousse une opération immobilière plus qu'intéressante.

Les travailleurs de Lip et de Larousse s'opposent donc les uns et les autres à la logique capitaliste de la rentabilisation et du plus grand profit. Ils ne veulent pas lâcher la proie pour l'ombre et garder leur outil de travail en considérant que ceux qui le détruisent ce sont les patrons. Ces deux luttes sont donc significatives d'une volonté nouvelle de se battre contre les licenciements

et contre les fermetures d'entreprise.

Mais c'est peut-être là que se termine la comparaison entre les deux luttes. Les travailleurs de l'imprimerie sont fortement encadrés par le Comité Intersyndical du Livre parisien C.G.T., syndicat seul représenté dans l'entreprise (la C.F.D.T. est présente aux Editions). Les moyens pris jusqu'alors, hormis l'occupation de l'usine, sont très sélectifs et ne peuvent en eux-mêmes constituer un rapport de force suffisant pour arracher une telle revendication : la NON-FERMETURE DE L'ENTREPRISE.

Car la leçon de Lip étant que le patronat et son gouvernement ne reculent et ne reculeront devant rien pour que les travailleurs se plient à la rentabilisation capitaliste, à la mobilité de la main-d'œuvre, il faut donc constituer un rapport de forces à la mesure même de l'objectif.

Les patrons du Livre et le gouvernement du 6^e Plan savent que s'ils lâchent une seule fois ils auront ailleurs d'autres Lip ou d'autres Larousse, alors voilà... (ils en auront d'autres quand même).

En effet les travailleurs du Livre ne peuvent plus tolérer le DEMANTELEMENT de l'IMPRIMERIE en France (perte de 8.000 emplois avec une régression de 30.000

au moins prévus au 6^e Plan), ils doivent appuyer de toutes leurs forces LA NON-FERMETURE de Larousse, se mobiliser contre une éventuelle intervention policière, écarter toutes les procédures dilatoires de délégations, de pétitions, de conciliations qui désarment les travailleurs, demander aux travailleurs de Larousse de venir dans leur propre entreprise alors que les Larousse s'enferment dans la leur. Les travailleurs du Livre doivent dans chacune de leur entreprise relier leurs luttes à celles des Larousse, ceux de l'Édition envisager avec les Messageries le blocage des publications. Ceux des journaux ont des moyens de popularisation très importants.

Encore faut-il savoir dépasser, comme l'ont fait les Lip, la légalité.

Le syndicat du Livre C.G.T., soucieux de son image de marque de « respectabilité » et de « responsabilité » saura-t-il le faire ? La C.F.D.T., pour sa part, pousse au niveau professionnel et interprofessionnel afin que se constitue une popularisation et un soutien à la mesure même de l'enjeu considérable des Larousse : non à la fermeture, non aux licenciements.

Correspondance ■

UNIVERSITÉ

le coup d'Aix-en-Provence

Au printemps 73, les projets de réforme du gouvernement (loi Debré, réforme du premier cycle des universités) se sont heurtés de façon globale et centralisée, aux lycéens étudiants et jeunes des CET.

Actuellement, au contraire, la rentrée est caractérisée par des conflits ponctuels opposant au gouvernement principalement les enseignants et le personnel technique : démissions de doyens ou de directeurs d'UER ; protestations contre le concours à l'entrée de la 2^e année de Médecine. Cependant le conflit le plus important est, de loin, celui d'Aix-Marseille.

Il existait depuis l'application de la loi Faure, deux universités Aix-Marseille 1, (dite Université de Provence) et Aix-Marseille 2.

L'Université de Provence était réputée comme une université rouge. Rouge, c'est beaucoup dire car, d'une part il restait bien des nostalgiques du temps passé, et d'autre part la majorité syndicaliste n'acceptait pas de gaieté de cœur l'implantation de mouvements révolutionnaires. Il faut reconnaître cependant que de grands progrès ont été rendus possibles dans les rapports enseignants-étudiants et aussi

dans les conditions de travail du personnel technique et administratif.

Debasch (directeur de l'UER de droit, de AM II), appuyé par l'UDR local, avec le soutien du ministère, prend prétexte de cet état de fait pour créer une troisième université (Aix-Marseille III) à partir des deux autres universités.

Aix-Marseille III avait pour vocation d'être une université apolitique et surtout former une élite : les futurs cadres de Fos.

La création de la troisième université entraîne la nomination arbitraire des étudiants, des enseignants et du personnel technique. La plupart des enseignants et du personnel technique refusent ces nominations arbitraires et décident d'occuper le centre Saint-Jérôme, convoité par AM III.

pour le patronat

L'occupation des locaux a duré un mois et demi sans qu'une solution apparaisse. La rentrée des étudiants a été retardée. Le mercredi 31 octobre (veille de la Toussaint), les forces de police font évacuer le

centre Saint-Jérôme et l'occupent pendant 10 jours.

Le Ministère peut alors, sur des positions plus fortes, entamer des négociations avec les représentants des enseignants et du personnel technique (même méthode que celle employée pour Lip). On est loin de la politique de concertation et de participation tant discutée en 1968.

Pour le Pouvoir, il s'agit de transformer complètement le système de formation, et en particulier le supérieur, pour l'adapter aux besoins spécifiques du patronat sans tenir compte des besoins et aspirations des enseignants, enseignants et de l'ensemble des travailleurs.

Au sein des universités, cela se traduit :

1. par des réformes du contenu de l'enseignement, par la modification des diplômes pour instaurer des barrages plus sélectifs (cf. DEUG...), intervention du patronat dans l'élaboration des programmes ;
2. Par des modifications des structures : création, de toute pièce, d'universités « sur mesure » pour le patronat : université de Compiègne, Aix-Marseille III. Il existe une forte demande de travailleurs qualifiés dans la région de Marseille, et en particulier à Fos. Les diplômés de Aix-Marseille I et II

ne peuvent convenir à cause de la réticence du patronat vis-à-vis des universités traditionnelles et... à cause de la trop grande politisation.

La création d'Aix-Marseille III montre bien la volonté d'amadouer le patronat local et de remettre au pas les étudiants. Cette université d'élite, apolitique et liée au patronat s'opposera aux universités de masse dont les diplômés constitueront un réservoir de main-d'œuvre.

Cette restructuration des universités se fait donc conjointement de deux façons (complémentaires d'ailleurs) : à l'intérieur par la refonte du cursus scolaire, à l'extérieur par un redécoupage des universités (d'autres projets sont en préparation...).

Pour le PSU, il ne s'agit pas de demander un retour à l'ancien découpage, ni de choisir entre la vieille université des mandarins, et l'université à « l'américaine » exigée par le patronat le plus lucide. Notre objectif est le contrôle populaire sur la formation.

Le PSU est solidaire des travailleurs en lutte qui ne doivent en aucun cas faire les frais de cette restructuration capitaliste de l'université.

Secteur Ecole. ■

IMMIGRES : l'essentiel reste à faire

31 octobre : le délai dit « humanitaire » est terminé. Les guichets soupçonneux, à peine entrouverts se sont fermés sur les quelque 30 000 dossiers, selon le ministre Gorse, qui pourront ainsi peut-être permettre à 30 000 travailleurs immigrés de ne pas se retrouver sur un quai d'embarquement. Le chiffre est dérisoire face au nombre d'immigrés qui ne peuvent obtenir de leurs employeurs ni bulletin de paye, ni contrat de travail.

MAIS cela donnera sans doute bonne conscience au ministre du gouvernement du capital. Au ministre et, hélas, sans doute, à de nombreux Français trompés par une campagne de propagande qui n'ose pas s'avouer raciste et qui a pris pour thème « non à l'immigration sauvage ».

Pourtant c'est bien clair : un travailleur privé de droit est comme un otage entre les mains du patronat. Il est contraint de jouer les « jeunes », les briseurs de grève. Il est contraint d'accepter un salaire bas, des conditions de

travail déplorables, des horaires sans limites. Il est utilisé pour diviser les travailleurs.

La tristement célèbre circulaire Fontanet qui a provoqué une multitude de grèves de la faim chez les travailleurs immigrés au cours de l'année passée, par contre, elle est bien là, instituant, officialisant la ségrégation sociale, l'esclavagisme moderne. Désormais, tout immigré qui n'a pas en poche sa carte de séjour, c'est-à-dire tout immigré qui n'est pas lié à son patron par un contrat de travail à durée déterminée,

doublé souvent d'un contrat de logement, sera expulsé de France.

La « liberté » du travail, chère aux défenseurs du « libéralisme » ? Déjà très partielle chez les travailleurs français, elle a cessé d'être chez les immigrés ce que leur assurait le statut de 1945. C'est bien d'esclavagisme dont il faut parler. Un esclavagisme mis au point d'un commun accord entre les représentants du capitalisme français et les bourgeoisies nationales au pouvoir dans les pays anciennement dominés ou directement colonisés, que ce soit par l'impérialisme français ou non.

Ainsi la France du capital achète-t-elle des contingents de travailleurs tunisiens, marocains, africains, turcs, portugais, espagnols, etc. et les livre aux demandeurs, au prix fixé par ceux-ci. L'exemple de Citroën suffit, qui achète « à six mois » (à terme, dit-on au temple des valeurs), préférant le Turc, plus docile, plus dépaycé, au Nord-Africain qui devient trop remuant.

Est-il besoin d'en dire plus long ? Contingents pour le grand et moyen patronat, « clandestins » par force pour le petit patronat qui se moque bien des lois sociales et ne rend pas de compte : la ségrégation est en place grâce à la politique d'immigration new look made in circulaire Fontanet - Marcellin - Gorse - Pompidou - Ceyrac.

Si les travailleurs français ne découvrent pas assez vite le fond de cette politique, ils peuvent demain en faire les frais. La prise de conscience se fait lentement. Trop lentement sans doute et rien ne dit que, selon les nationalités, de nouvelles formes de lutte du désespoir (grève de la faim, par exemple) ne réapparaissent pas.

Si les travailleurs français ne font pas l'unité dans la lutte et n'imposent pas le statut unique Français-immigrés (carte de séjour sans restriction dès l'entrée en France pour les immigrés), le patronat pourra se frotter les mains : il aura remporté une grande victoire.

Michel CAMOUS ■

NOUVELLES DU FRONT

« Non au démantèlement, non aux licenciements » : la lutte des Lip, certes. Mais aussi une situation concrète qui tend à se généraliser avec la concentration capitaliste. Les « échanges » d'usines entre patrons. On ferme ici et on rouvre là. Jamais l'emploi n'est apparu aussi incertain. Ah la mobilité ! Ah le recyclage ! Ah les reconversions ! Les patrons disent « on ferme ». Les travailleurs répondent. « On occupe ». « On garde l'outil, produit de notre travail ». Dans de petites boîtes, la résistance à la fermeture dure des mois. Sans oublier, bien sûr, les revendications de salaires, de conditions de travail, les revendications égalitaires, les heures de discussion, le statut unique, etc.

M.C.

BREST
Cie de dragage
Réduction temps de travail

MONTROUGE
Larousse. Fermeture 31/10
Occupation pour remise en marche

COMINES
Customagic
Contre les cadences et le salaire au rendement

GANDRANGE
SACILOR - 30 ouvriers des transports. Conditions de travail

CHALONS-SUR-MARNE
SECO (150 ouv. dont immigrés)
Salaires. Cond. de travail

STRASBOURG
Socaltra
Cellulose : Temps de travail

RENNES
Entrepr. Loguais-Jamain
Bloqués. Interv. filcs
50 F pour tous. Cond. de travail

CRETEIL
Hôpital H. Mondor
Insuf. emploi
Service de soins gratuits

LE MANS Renault
11 perfo. 7 semaines de grève obtiennent + 90 F mensuel
Débrayages OS du « CG »

NEMOURS
Prodef (majo. femmes)
pour statut et grille uniques

ORLEANS
GMF (Garantie Mutuelle Fonctionnaires)
Heure syndicale

CERIZAY
Confect. SV. 109 jours de grève
95 ouv. Product. et vente sauvages
Multiples contacts

LA ROCHELLE
Ateliers et Chantiers navals
Grèves tournantes, lockoutés
Salaires et horaires

CHATEAUNEUF (Charente)
SICAS (Chaussures)
Usine vendue
100 trav. Chômage 15/11

BORDEAUX
SEP
Contre licenciements

MONTROUGE
Rennes

COMINES
Comines

GANDRANGE
Châlons-sur-Marne
Gandrange

CHALONS-SUR-MARNE
Lemberg
Strasbourg

STRASBOURG
Saint-Die
Mulhouse

SAINT-DIE
Duceux (bonneterie)
Contre liquidation
Product. sous contrôle syndic.

MULHOUSE Peugeot
40 soudeurs (essentiellement immigrés)
1.500 F. - 40 h.
Inspection du travail

CLERMONT-FERRAND
Nouvelles Galeries
Grève 6 jours = + 100 F
Embauche plein temps

SAINT-ETIENNE Peugeot
Contre inculp.
(suite grève du printemps)

ATELIERS DE LA DURANCE (métal). 80 salariés (départ : 3 soudeurs, solidaires 6 licenciés) Inspect. travail. Comité de soutien

LYON
Laminiers d'Alsace
140 sal. Occup. suite à fermeture par PUK

TOULON
Arsenal
et établissements de la région

NICE
Caisse d'Epargne
6^e semaine
Contre licenciements

LEMBERG (M.)
Cristal. de Lorraine
Occup. suite à fermeture

CLERMONT-FERRAND
Michelin 200 ouv. at. RX
Salaires
Débrayages nombreux

FEYZIN
Socaltra. Contre fermeture suite à absorption

BRIANÇON
Herckelbout-Pernin (machines-outils)
Salaires

MARSEILLE
Centre scientifique Saint-Jérôme
Contre le démantèlement

BEAUCAIRE
Procida. Occup.
Salaires et horaires

ORLEANS
Le Mans
Orléans

CERIZAY
Cerizay

LA ROCHELLE
La Rochelle

CHATEAUNEUF
Châteauneuf

CLERMONT-FERRAND
Clermont-Ferrand

LYON
Lyon

FEYZIN
Feyzin

SAINT-ETIENNE
Saint-Etienne

BORDEAUX
Bordeaux

BRIANÇON
Briançon

TARNOS
Tarnos

BEAUCAIRE
Beaucaire

NICE
Nice

SALINS-DE-GIRAUD
Salins-de-Provence : 237 ouv.
Grève et occup.
Contre réduct. salaires

CONSERVERIES COTE BASQUE
1.300 trav.
femmes et immigrés espagnols
Obtenu déjà + 40 cent/h.

TARNOS
Sciaky. Occup. suite à mise en liquidation
4 mois de lutte

PERPIGNAN
Balaincy et Bruard (Const.)
Primes horaires
Heure syndicale

SALINS-DE-GIRAUD
Salins-de-Provence : 237 ouv.
Grève et occup.
Contre réduct. salaires

PERPIGNAN
Perpignan

« Attaquer le capitalisme sur la restructuration nécessaire à sa survie, en s'attaquant à son pouvoir : la décision sur les objectifs, il ne peut l'accepter. Le blocage que nous connaissons actuellement dans cette phase de la lutte des classes caractérise la période comme révolutionnaire. Il n'est pas possible que la situation reste bloquée sans craquer de quelque part et la stratégie ouvrière que nous mettons en avant ne peut se limiter à s'attaquer au pouvoir entreprise par entreprise, mais doit déboucher sur le problème du pouvoir au niveau global, sinon nous avons choisi la voie de la défaite (...) ».

Extrait du rapport « développement du capitalisme et riposte ouvrière » discuté et adopté le 28 octobre 1973 par la Conférence nationale entreprises du PSU.